

Région de Bruxelles-Capitale

Brussels Hoofdstedelijk Gewest

\* \* \* \*

Arrondissement Administratif de Bruxelles-Capitale

Administratief Arrondissement Brussel-Hoofdstad

**Commune de SAINT-JOSSE-TEN-NOODE**

Adresse : av. de l'Astronomie, 13 - 1210 Bruxelles

**Gemeente van SINT-JOOST-TEN-NODE**

Adres : Sterrenkundelaan, 13 - 1210 Brussel



SAINT-JOSSE  
SINT-JOOST

**Budget pour l'exercice 2018**  
**Begroting voor het dienstjaar 2018**

**NOTE DE SYNTHÈSE**  
**SYNTHESENOTA**

Collège / College : 07/12/2017

Conseil / Raad : 18/12/2017

Responsable du service des Finances :

Verantwoordelijke van de dienst Financiën : A. GHARBI

Tél./Tel. : 02/ 220.27.91

Traduction :

Vertaling : C. DE COSTER

# SYNTHESE DU PROJET DE BUDGET POUR 2018

## PRÉAMBULE

Le projet de budget pour l'exercice 2018 a été établi conformément à la circulaire ministérielle de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juillet 2017 relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2018 et à son complément de circulaire par le courriel régional du 10 octobre 2017, ainsi que conformément à la circulaire régionale du 22 juillet 2015 relative à la note d'orientation et au plan de gestion prévu par l'article 242 bis de la Nouvelle Loi Communale et la directive européenne 2011/85.

Comme repris dans l'avis du 01 décembre 2017 de la commission visée à l'article 12 de l'Arrêté Royal du 02 août 1990 portant le règlement général de la nouvelle comptabilité communale se trouvant dans les annexes du présent budget, le budget 2018 tient également compte de deux importantes ordonnances régionales :

- ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale.
- ordonnance du 19 juillet 2007 visant à améliorer la situation budgétaire des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Pour rappel, dans le cadre de cette dernière ordonnance, le Collège a ratifié le dossier de candidature remis à la Tutelle le 1er février 2016 en sa séance du 18 février 2016. Le Conseil communal a adopté le plan financier pour la période de 2016-2017-2018 en même temps que le budget communal de l'exercice 2016 lors de sa séance du 29 février 2016.

Le contrat de convention y relatif fût adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 octobre 2016.

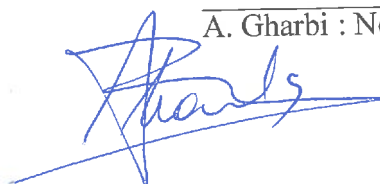
Il sera donc impératif que les résultats prévus à l'exercice propre du service ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2018 soient respectés.

Pour rappel, le budget ordinaire se compose d'un budget fonctionnel et d'un budget économique.

Le budget fonctionnel propose une présentation plutôt axée sur les fonctions du budget (administration, enseignement primaire et maternel, aide sociale, logement, etc.).

Le budget économique propose quant à lui une présentation uniquement axée sur la nature économique des recettes et dépenses, donc sans une distinction fonctionnelle. Ainsi lorsque vous consultez le code 111/01 "traitements du personnel communal" dans le budget économique, le montant renseigné correspond au montant total de ce type de dépenses à travers toutes les fonctions du budget.

Le budget extraordinaire quant à lui se présente toujours suivant l'ancienne présentation.



## **I. BUDGET ORDINAIRE**

Le projet de budget 2018 se clôture à l'ordinaire par un boni de 52.714,00 € à l'exercice propre et par un boni de 5.323.172,24 € aux exercices cumulés.

Le résultat de notre budget communal ordinaire 2018 est donc respecté et amélioré par rapport au plan de gestion 2016-2017-2018 qui fait référence à l'article 242 bis de la Nouvelle Loi Communale, par la directive européenne 2011/85 et par l'ordonnance régionale du 19 juillet 2007 visant l'amélioration budgétaire des communes, dans lequel apparaissait un mali à l'exercice propre de - 534.704,00 € et un mali aux exercices cumulés de - 963.208 €.

Afin de respecter au mieux la circulaire ministérielle de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juillet 2017 relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2018 ainsi que les dernières instructions de l'autorité de tutelle régionale en matière de contrôle budgétaire, notamment en référence à son complément de circulaire par son courriel régional du 10 octobre 2017, les dépenses du budget communal ordinaire 2018 se basent sur les montants réellement engagés aux exercices précédents, par la majeure partie en référence au compte de l'exercice 2016, qui fut la base de calcul pour les prévisions budgétaires initiales de l'exercice 2017, tout en tenant compte d'une série de restrictions budgétaires mais aussi des demandes inéluctables et incompressibles des services parvenues au Département des Finances, et ce afin de préserver le bon fonctionnement des activités communales notamment dans son aspect social, en tenant compte de l'évolution de son contexte démographique.

Dans le contexte financier difficile dans lequel les communes évoluent, le Collège s'inscrit dans une démarche de collaboration avec l'autorité de tutelle en respectant les exigences régionales en matière de contrôle des dépenses. Le Collège ne souhaite pas faire peser la rigueur budgétaire sur le contribuable tennoodois, mais opte davantage pour la poursuite de ses efforts visant à maîtriser les dépenses et améliorer ses recettes.

Ainsi, le Collège a pris la décision de limiter l'ensemble de ses dépenses pour les adapter à ses besoins réels.

Dans la conjoncture économique actuelle, le projet de budget 2018 tient compte, en matière de recettes, de tous les éléments nouveaux dont la Commune a eu connaissance au cours de l'exercice 2017.

La Commune enregistre par exemple une augmentation des recettes liées à la taxe additionnelle sur le précompte immobilier notamment par la reprise de la tour Astro. dans le calcul de la base imposable au 1er janvier 2017.

Aussi, la Commune enregistre une diminution du point de vue des recettes liées aux Dotations Générales aux Communes, nouvellement regroupées en une seule enveloppe annuelle par rapport aux exercices précédents, conformément aux directives de l'Autorité de Tutelle.

Nous devons aussi tenir compte de la forte diminution des recettes de dettes, vu que le dividende Interfin était unique à l'exercice 2017.

La commune enregistre aussi des recettes supplémentaires importantes liées à la prise en compte complète de la taxe sur la non-mise à disposition des emplacements de parcages, mise en vigueur depuis le 1er juillet 2017.

Le Collège n'envisage pas de supprimer des services à la population, mais demandera à tous les services et partenaires de s'imposer une discipline budgétaire stricte. La tutelle régionale imposant cette rigueur budgétaire.

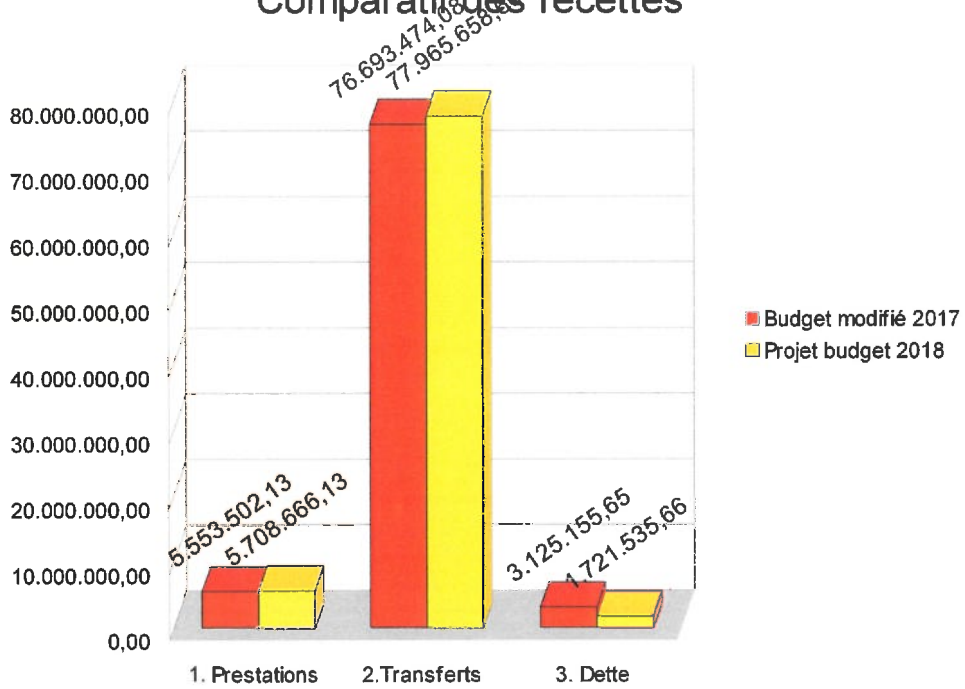
Enfin, le Collège s'évertuera à maîtriser les dépenses en effectuant des contrôles budgétaires réguliers, en gérant de manière efficace le patrimoine communal notamment en menant une politique de rationalisation des biens communaux et en diminuant la facture énergétique des bâtiments communaux.

Ci-dessous vous trouverez l'état des grandes subdivisions du budget 2018 par rapport à la dernière modification budgétaire de l'exercice 2017 (la numérotation des titres correspond aux paragraphes explicatifs qui suivent ces tableaux).

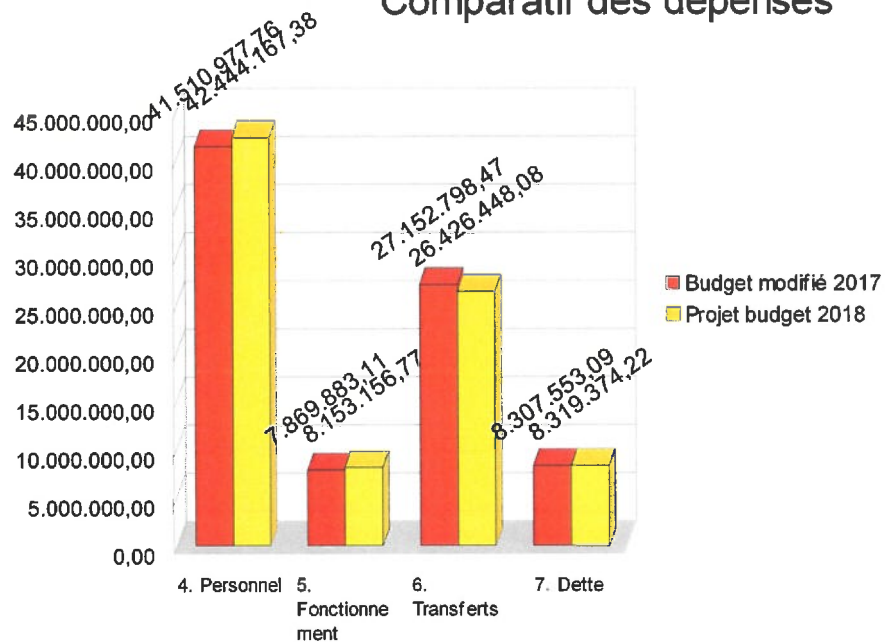
	Budget modifié 2017	Projet budget 2018	Différence
<b>Recettes</b>			
1. Prestations	5.553.502,13	5.708.666,13	155.164,00
2. Transferts	76.693.474,08	77.965.658,66	1.272.184,58
3. Dette	3.125.155,65	1.721.535,66	-1.403.619,99
Total	85.372.131,86	85.395.860,45	23.728,59
<b>Dépenses</b>			
4. Personnel	41.510.977,76	42.444.167,38	933.189,62
5. Fonctionnement	7.869.883,11	8.153.156,77	283.273,66
6. Transferts	27.152.798,47	26.426.448,08	-726.350,39
7. Dette	8.307.553,09	8.319.374,22	11.821,13
Total	84.841.212,43	85.343.146,45	501.934,02
Solde ex. propre	530.919,43	52.714,00	-478.205,43
Ex. antérieurs	4.739.538,81	5.270.458,24	
Prélèvements			
Résultats cumulés	5.270.458,24	5.323.172,24	

Veillez également trouver ci-dessous ces tableaux sous leurs formes de graphiques.

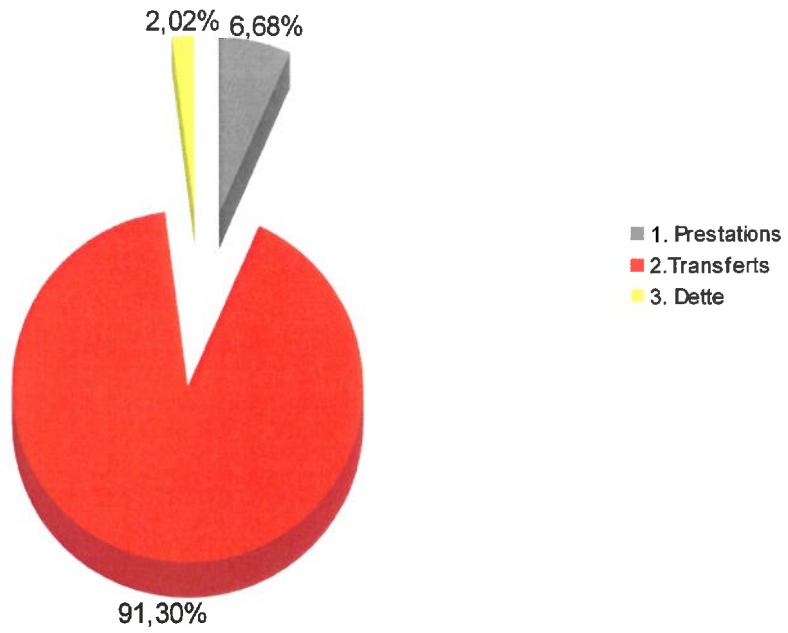
### Comparatif des recettes



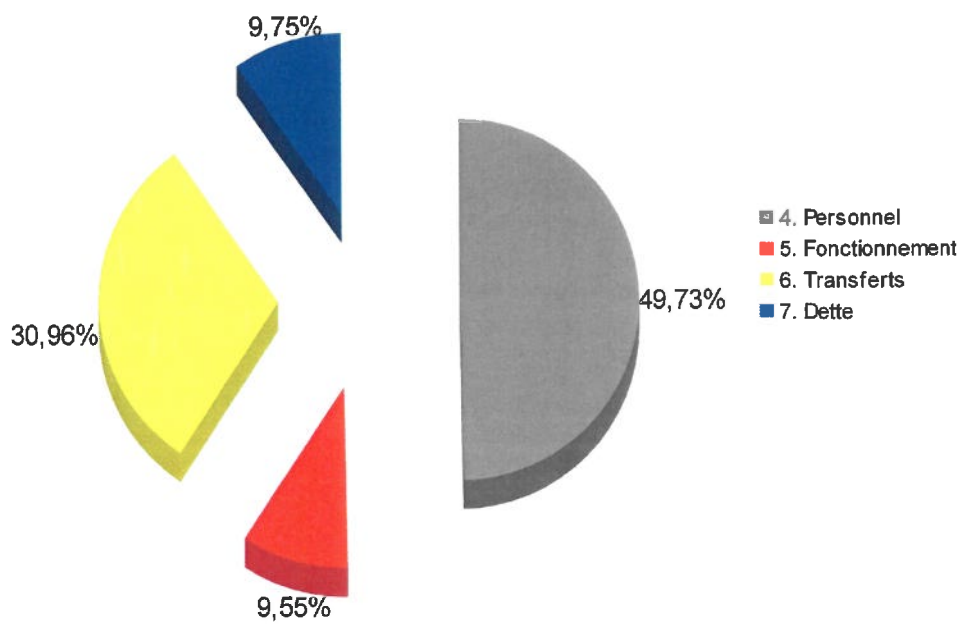
### Comparatif des dépenses



### Pourcentages des recettes 2018



### Pourcentages des dépenses 2018



## RECETTES

### 1. Prestations

montant : 5.708.666,13 € soit 6,68 % du total des recettes ordinaires

Ce chapitre présente, par rapport à la dernière situation de l'exercice budgétaire 2017, une augmentation de + 155.164,00 €, soit une évolution de + 2,79 %.

La circulaire relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2018 prévoit globalement, à services égaux, une augmentation des recettes de prestation au minimum de l'inflation (2,10 %). Les recettes concernées par cette indexation sont reprises dans les recettes liées aux produits des locations immobilières des patrimoines communaux ainsi que des logements communaux.

Ce chapitre budgétaire se décompose en plusieurs parties :

- les droits de passages : ces recettes, budgétisées en diminution de 59.192,00 € par rapport au budget de l'exercice précédent, sont relatives aux prévisions de recettes des redevances en voiries pour le gaz et l'électricité. Les montants nous sont directement communiqués par la société Sibelga vers la fin de l'année précédant le budget concerné (courrier 23/08/2017).
- les produits des locations : ces recettes, essentiellement basées sur les recettes de locations de biens immobiliers, sont en augmentation de 47.000,00 € par rapport à la dernière situation budgétaire de l'exercice précédent, et sont calculées sur base de l'application du taux minimal de l'inflation (2,10 %). Signalons aussi la budgétisation des nouveaux logements depuis l'année 2016, tels que repris dans le plan financier 2016-2017-2018, qui nous permettent de budgétiser les recettes des locations immobilières relatives aux logements à plus de 2.000.000,00 €, tout en tenant compte des recettes enregistrées durant l'année comptable 2017 qui avoisinent déjà presque le montant escompté en 2018.
- les autres recettes de prestation : ce chapitre traduit un ensemble de régularisations et d'adaptations de crédits en fonction des dossiers en cours à travers l'ensemble du budget communal 2018. Notons qu'une grosse partie de ces recettes provient essentiellement des produits de prestations directes liées aux fonctions y relatives, autres qu'immobilières, comme les recettes pour les centres d'accueil de jour (crèches), les recettes liées aux copropriétés, ainsi que les différents décomptes de récupérations de consommations énergétiques (logements, patrimoines privés, etc...).



L'important travail technique fourni lors de la dernière modification budgétaire de l'exercice 2017, consistant à limiter la budgétisation de l'ensemble des dossiers en fonction des paramètres actuels, a bien été pris en compte lors de l'élaboration du budget communal de l'exercice 2018.

Par exemple, les prévisions de recettes relatives aux différents Parkings, ou encore aux logements et autres récupérations en matière de précompte immobilier, correspondent aux droits constatés lors des exercices précédents ou aux droits à constater lors de l'exercice budgétisé en fonction des éléments connus pour chaque dossier.

Un autre travail budgétaire important consiste à supprimer les cagnottes prévues durant l'exercice précédent dans le cadre de récupérations de notes de crédits ou indemnités diverses, afin que le budget communal de l'exercice 2018 traduise de la manière la plus précise possible la réalité des dossiers existants sur un seul et unique exercice comptable.

Citons les diminutions des recettes uniques à l'exercice 2017 comme, par exemple, le montant de 27.044,00 €, enregistré dans le cadre de la récupération d'arriérés liés à la copropriété du Chab, ou encore le montant de 25.000,00 €, enregistré dans le cadre de l'évacuation et le nettoyage du bâtiment sis rue de la Limite n°118.

Pour aussi reprendre les paramètres techniques du plan financier 2016-2017-2018, les recettes de prestation relatives aux centres d'accueil de jour francophones et néerlandophones sont calculées en fonction du nombre d'unités présentes dans le cadre de l'ouverture des nouvelles crèches (Liedekerke) et la comptabilisation du fonctionnement des autres crèches à plein régime sur l'exercice 2018.

Rappelons aussi que depuis l'exercice 2017, ce chapitre de recette reprend la budgétisation annuelle des montants de dividendes compensatoires de la société Hydrobru. En effet, la circulaire relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2017 nous demandait de ne plus considérer cette recette de 233.000 € comme étant un dividende, mais bien comme une recette de prestation, tant que la société Hydrobru n'est pas dans la capacité de distribuer un dividende aux Communes.

De part l'acquisition du nouveau bâtiment communal sis rue Royale 284, l'augmentation de ce chapitre de recette est grandement expliquée par la budgétisation d'une cagnotte de 250.000,00 € concernant la mise en location des locaux Artemis, anciennement occupés parallèlement par les équipes du Service de la Rénovation Urbaine, du département des locations et Maintenances communales, du service des Relations Internationales et de la Cellule de la Communication. Nous amortirons ainsi le vide locatif de ces locaux jusqu'à échéance du bail locatif.

Enfin, le budget 2018 tient compte des nouvelles décisions des Autorités communales, notamment concernant les gratuités pour les plaines de jeux au stade G. Petre (suppression des recettes y afférentes pour un montant estimé à 48.000,00 €).

## 2. Transferts

montant : 77.965.658,66 € soit 91,30 % du total des recettes ordinaires

L'augmentation de ce poste de recettes est relativement importante : nous comptabilisons une évolution budgétaire de + 1.272.184,58 € par rapport à la dernière modification budgétaire de l'exercice budgétaire 2017, soit + 1,66 %.

Pour les différentes dotations, les recettes de transferts de l'exercice 2018 répondent aux instructions de la circulaire régionale du 27 juillet 2017 relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2018 ainsi qu'à son complément de circulaire par le courriel régional du 10 octobre 2017, et sont prévues en fonction des conventions signées et des promesses confirmées par l'autorité subsidiante.

À titre d'exemple, concernant les dotations régionales, nous inscrivons le montant prévisionnel pour la Dotation Générale aux Communes dicté par notre Autorité de Tutelle régionale, et regroupée en une seule enveloppe depuis l'exercice 2017 (dont la dotation sur l'amélioration de la situation budgétaire 2016-2017-2018 à prévoir dans le cadre de l'ordonnance du 19 juillet 2007).

Le montant inscrit au budget 2018 représente donc un montant arrêté pour 2017 et indexé à concurrence de 2% pour 2018.

Notons qu'à travers les montants arrêtés et à attribuer à notre Commune, nous constatons une diminution de recette allant jusqu'à – 158.249,94 € par rapport à la dernière situation budgétaire de l'exercice 2017 (en comptant l'indexation de 2%). Aussi, nous recevons comme instruction de comptabiliser une recette en diminution pour la dotation en exécution de l'article 46 bis de la loi du 12 janvier 1989, allant jusqu'à un montant estimé à – 85.759,13 € par rapport à la dernière situation budgétaire de l'exercice 2017 (en comptant aussi l'indexation de 2%).

Pour ce qui est du Fonds de compensation fiscale (Contributions de l'Autorité supérieure visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bxl-Capitale), nous inscrivons le même montant qu'à la dernière situation budgétaire de 2017, en tenant compte des différents paramétrages et textes de conventions concernant la nouvelle taxe additionnelle sur les hébergements touristiques (nous vous invitons à étudier la convention adoptée par le Conseil communal en sa séance du 19 décembre 2016, dont nous détaillerons les aspects techniques un peu plus loin dans la présente note (voir le paragraphe sur les additionnels communaux relatifs à la « City Tax).

Les autres dotations relatives aux diverses augmentations barémiques ou contributions de l'autorité supérieure dans les frais de personnel non enseignant ne sont pas encore vues augmentées à concurrence de 2% par rapport au budget communal de l'exercice précédent, car nous attendons encore de constater les recettes réelles sur le compte de l'exercice 2017 afin que nos recettes budgétaires de 2018 correspondent le mieux possible à la réalité.

Quant à elles, les recettes relatives aux contributions de l'autorité supérieure dans le cadre de contrats de sécurité et prévention, et dans le cadre de la Politique de la Ville ont été réadaptées en fonction des nouvelles lois et des nouveaux décrets votés en fin d'année 2017, aussi bien en augmentation pour l'une qu'en diminution pour l'autre. Nous tenons ainsi compte de l'implémentation progressive des recettes PDV (rubrique diminuée en conséquence) pour permettre de transférer la prise en charge des gardiens de la paix sur subside régional, ainsi que de la suppression de la contribution de l'autorité supérieure pour les sommets européens (depuis 2017). Toutes les recettes (et dépenses y afférentes) se basent sur des courriers et justificatifs réels dont la gestion est faite par le département de la prévention. Les évolutions de remboursements éventuels et non-valeurs y relatives seront étudiées plus loin dans la présente note (dans le chapitre des dépenses de transferts).

Concernant les recettes relatives aux Sanctions Administratives Communales (SAC), nous avons effectué un travail comptable pour tenir compte des recettes et droits réellement constatés lors des exercices comptables précédents, toujours pour que notre budget communal puisse le mieux possible traduire la réalité.

Les recettes liées au personnel de l'enseignement subventionné tiennent compte des derniers paramètres connus pour la clé de répartition entre l'enseignement francophone et néerlandophone, aussi bien pour le branche d'enseignement maternelle que primaire, et trouvent leurs contreparties égales en dépenses de personnel.

Pour les recettes relatives aux taxes communales, nous avons budgétisé nos recettes en fonction des directives de la circulaire du 27 juillet 2017 sur l'élaboration du budget communal 2018, ainsi que des dernières instructions de l'autorité de tutelle régionale en matière de contrôle budgétaire, notamment en référence à son complément de circulaire par son courriel régional du 10 octobre 2017, à savoir la prise en compte des recettes qui résultent du compte 2016, réadaptées éventuellement à la suite de changements de taux actés ou prévus pour l'année 2017 et 2018, comme les diminutions des recettes liées aux cartes riverains, les augmentations des recettes liées à la taxe sur les dépôts de marchandises sur la voie publique en fonction des droits précédemment constatés ou des chantiers à prévoir, ou encore la prise en compte d'une année fiscale complète dans les recettes estimées notamment dans le cadre de la taxe sur la non mise à disposition d'emplacements de parkings en application depuis le 1er juillet 2017, la prise en compte de nouveaux paramètres techniques pour le calcul de la recette du précompte immobilier (voir infra) ou encore le maintien de la prévision de recette dans le cadre de la taxe sur les GSM - Pylônes et la City Tax.

Nos estimations pour le budget communal 2018 sont aussi calculées en fonction de la continuité du travail de régularisation des dossiers favorables (travail plus approfondi de recensement, meilleure gestion depuis centralisation des dossiers aux travaux publics à l'aide du programme OSIRIS depuis l'année 2017, etc...) ou défavorables (dossiers pour lesquels la récupération est spécifique à l'exercice 2017) en cours lors de la dernière modification budgétaire de l'exercice 2017.

Citons par exemple une récupération de 50.000,00 € prévue dans le cadre de l'exonération de la taxe sur le précompte immobilier du nouveau bâtiment communal sis rue Royale 284.

Citons aussi la recette unique à l'exercice modifié de 2017 concernant le FIPI, en diminution donc au budget 2018 à concurrence d'un montant de 37.545,00 €.

Les recettes liées aux horodateurs restent estimées à l'identique que pour l'exercice budgétaire 2017, tout en tenant compte du résultat du compte de l'année 2016 de la société chargée de la récupération des redevances automobiles en voirie. Les dépenses résultant de la rétrocession à l'Agence Locale de Stationnement seront étudiées plus loin dans la présente note (chapitre des dépenses de transferts).

Nous comptabilisons aussi des recettes de transferts supplémentaires concernant les subsides à percevoir dans le cadre du fonctionnement de la nouvelle crèche sise rue de Liedekerke (en fonction des éléments de dossiers et promesses de subsides en notre possession comme pour la crèche néerlandophone « Madeliefje »).

Les primes à la rénovation pour les logements situés dans le territoire communal sont en augmentation de près de 90.000,00 € et trouvent donc leur dépenses augmentées en contrepartie (voir plus loin dans la présente note, le chapitre relatif aux dépenses de transferts).

Enfin, l'augmentation la plus importante de ce chapitre de recette se comptabilise en recettes concernant les taxes sur les additionnels communaux. En voici leurs différentes répartitions :

– PRI : taxe additionnelle au précompte immobilier :

Conformément à la circulaire sur l'élaboration du budget 2018 du 27 juillet 2017, modifiée par le courriel régional complémentaire du 10 octobre 2017, laquelle nous demande de tenir compte du revenu cadastral au 1er janvier 2017 hors matériel et outillage dans le calcul de la prévision de l'exercice 2018, indexé à par le coefficient 1,786.

Nous tenons donc compte de cette méthodologie de calcul, qui reprend le montant du revenu cadastral imposable au 1er janvier 2017 hors matériel et outillage, multiplié entre autres, par le coefficient de pondération Z mesurant l'écart entre les prévisions et les droits constatés au cours des 5 dernières années, pour porter l'estimation de cette recette au budget de l'exercice 2018 à 25.629.551,61 €.

Cette prévision est la raison principale de l'augmentation des recettes de transferts au budget 2018, à savoir + 1.348.719,75 € par rapport à la dernière situation budgétaire de l'exercice 2017 (pour encore mieux correspondre au plan financier 2016-2017-2018, lequel tient compte de l'additionnel PRI de la tour Astro).

Les recettes relatives à la taxe additionnelle au précompte immobilier étaient estimées à 24.280.831,86 € à la dernière modification budgétaire 2017 et à 25.757.311,00 € pour l'année 2018 dans le plan financier 2016-2017-2018, tout en sachant que les paramètres de la formule de calcul de cette recette tenaient compte du revenu cadastral imposable au 1er janvier 2016, matériel et outillage compris.

– IPP : taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques :

La circulaire sur l'élaboration des budgets communaux 2018 du 27 juillet 2017 et le courriel régional complémentaire du 10 octobre 2017 nous demande de reprendre l'estimation IPP du SPF Finances recalculé selon la méthodologie qui tient compte de la moyenne sur 5 ans et d'un coefficient de pondération.

Nous pouvons donc déjà tenir compte du courrier du SPF Finances daté du 27 octobre 2017 pour nos prévisions budgétaires 2018, dans lequel sont repris les différents détails en matière de fiscalisation et de régularisations éventuelles à opérer sur plusieurs années (avances et autres), et pour lequel la prévision budgétaire 2018 s'élève à 2.497.010,34 €.

Ce montant est donc en diminution de 186.719,05 € par rapport à la dernière situation budgétaire de l'exercice 2017.

– Taxe additionnelle à la taxe automobile :

La circulaire sur l'élaboration des budgets communaux 2018 du 27 juillet 2017 et le courriel régional complémentaire du 10 octobre 2017 nous demande de tenir compte des prévisions du SPF Finances (courrier du 27 octobre 2017), à savoir le montant décompté au 31 décembre 2016 multiplié par un index de 1,0812.

– Taxe additionnelle à la taxe sur les hébergements touristiques (dénommée « City Tax ») :

Comme pour le budget de l'exercice 2017, cette recette fait l'objet d'une convention adoptée par le Conseil communal en sa séance du 19 décembre 2016, englobant les différents éléments financiers relatifs à dotation régionale dans le cadre du développement économique des Communes (fonds de compensation fiscale), en contrepartie avec la suppression du règlement de taxe sur les hôtels.

Enfin, tout comme pour les recettes de prestations, le budget 2018 tient compte des nouvelles décisions des Autorités communales pour ses recettes de transferts, notamment en matière d'adaptation des taux et tarifs des documents administratifs pour la part communale à la population (cartes riverains, etc..).

### 3. Dette

montant : 1.721.535,66 € soit 2,02 % du total des recettes ordinaires

Ce département présente une très forte diminution de - 1.403.619,99 € par rapport à la dernière modification budgétaire de l'exercice budgétaire 2017, soit une évolution de - 44,91 %.

Afin de respecter la circulaire régionale du 27 juillet 2017 relative à l'élaboration du budget communal 2018 et le courriel régional complémentaire du 10 octobre 2017, les recettes de dettes sont enregistrées conformément aux montants communiqués par les débiteurs de revenus vu que ces montants sont compatibles avec ceux effectivement perçus au cours des exercices précédents.

Les intérêts créditeurs sont aussi estimés sur base d'un échéancier de trésorerie. Ici, la budgétisation diminue à concurrence de 15.000,00 € par rapport à la dernière situation budgétaire de l'exercice précédent, vu l'état de notre trésorerie et vu l'état des taux d'intérêts proposés à court terme.

Aussi, tout comme pour le budget communal de l'exercice 2017, notons l'enregistrement d'une prévision de recette de 25.000,00 € à percevoir annuellement pour la récupération des recettes auprès du câblodistributeur présent sur notre territoire.

Comme étudié plus haut dans la présente note, plus précisément dans le chapitre afférent aux recettes de prestations, et tout comme pour l'exercice budgétaire 2017 et ses circulaires relatives à son élaboration, il nous est demandé de ne plus considérer les recettes de dividendes compensatoires annuels de la société Hydrobru (233.000 €) comme étant un dividende à part entière, mais bien comme une recette de prestation, tant que la société Hydrobru n'est pas dans la capacité de distribuer un dividende aux Communes.

Nous supprimons donc sa budgétisation du chapitre afférent aux recettes de dettes.

Concernant les prévisions de dividendes à percevoir de la société Sibelga pour l'exercice 2018, nous enregistrons une diminution des recettes à concurrence de 17.363,34 € par rapport au budget de l'exercice 2017 (données communiquées par la société Sibelga, par son courrier daté du 23 août 2017)

L'évolution déficitaire de ce chapitre budgétaire s'explique grandement par la suppression au budget communal de l'exercice 2018 de l'enregistrement d'une recette exceptionnelle et unique à l'exercice budgétaire de l'année 2017 provenant des dividendes Interfin, à concurrence de 1.371.256,65 €.

## DÉPENSES

### 4. Personnel

montant : 42.444.167,38 € soit 49,73 % du total des dépenses ordinaires

Ce poste du budget présente une augmentation d'un montant de + 933.189,62 € par rapport à la dernière modification budgétaire de l'exercice budgétaire 2017, soit une évolution de + 2,25 %.

Les prévisions de ces dépenses ont été calculées conformément aux directives de la circulaire du 27 juillet 2017 concernant l'élaboration des budgets communaux pour 2018, ainsi que des dernières instructions de l'autorité de tutelle régionale en matière de contrôle budgétaire, notamment en référence à son complément de circulaire par son courriel régional du 10 octobre 2017, à savoir la prise en compte de l'évolution de l'indice des prix à la consommation et son impact sur l'indexation des salaires à partir de juillet 2018.

Selon la circulaire, les prévisions en matière de dépenses en personnel consistent à prendre le montant réel des salaires (juillet 2017) multiplié par le coefficient du salaire annuel et de la programmation sociale (12,42), multiplié par le coefficient d'impact des augmentations barémiques (1,013).

En matière de recrutements, le budget communal de l'exercice 2018 prévoit, entre autres, les prévisions nécessaires à l'application des décisions des Autorités communales, notamment l'enveloppe budgétaire nécessaire à la mise en application de la Réduction du Temps de Travail (RTT) pour un montant estimé à 500.000,00 €. Pour le C.P.A.S., une cagnotte de 200.000,00 € est prévue dans la dotation communale de l'exercice 2018 (voir plus loin dans la présente note, le chapitre relatif aux dépenses de transferts).

Sont aussi prévues les enveloppes budgétaires nécessaires aux interventions à 100 % dans les frais de transport de l'ensemble du personnel communal (comprenant donc également le corps enseignant).

Comme étudié précédemment dans cette synthèse budgétaire, les dépenses liées au personnel de l'enseignement subventionné trouvent leurs contreparties égales en recettes de transferts.

Concernant les assurances loi, les prévisions budgétaires 2018 reprennent les mêmes prévisions que pour la dernière situation budgétaire 2017, par laquelle l'ensemble de ces dépenses a été réadapté en fonction des dépenses réellement engagées au cours des exercices précédents.

En matière de Fonds des pensions, dans nos estimations et nos annexes du budget communal de l'exercice 2018, nous tenons compte des dernières évolutions communiquées par Ethias. Notons que les frais de gestion de dossiers sont directement englobés dans les cagnottes de dépenses prévues pour les cotisations dans les fonds de pension annuels (pour le personnel communal non enseignant et pour les mandataires). Aussi, le montant de la cotisation au Fonds des Pensions (hors mandataires) pour l'exercice 2018 est diminué d'un montant de 377.617,46 €, correspondant à un mandat excédentaire restant ouvert du compte de l'exercice 2014).

Enfin, les frais en personnel relatifs aux élections communales à prévoir en 2018 sont estimés à 45.000,00 €.

Nos prévisions en dépenses de personnel pour le budget communal de l'exercice 2018 correspondent donc à 51.980,38 € près aux prévisions reprises dans le plan financier 2016-2017-2018 : une enveloppe globale de 42.392.187,00 € était prévue pour l'exercice budgétaire 2018.



**Dans ce chapitre des dépenses en personnel, les éléments suivants font office de rapport visé à l'article 96 de la Nouvelle Loi Communale (annexe légale demandée par la circulaire budgétaire 2018 du 27 juillet 2017) :**

***RAPPORT RELATIF AUX OBJECTIFS ANNUELS 2018 :  
(provenant de la responsable du département GRH :  
Mme Marie-Rose Laevers : 28/11/2017)***

***Évolution du statut pécuniaire***

*Les statuts administratif et pécuniaire sont actuellement à l'étude relativement à son adéquation à la situation du marché du travail d'aujourd'hui.*

*En effet, dans la droite ligne du rapport PricewaterhouseCoopers (PwC)<sup>1</sup>, la commune de Saint-Josse-ten-Noode poursuit sa stratégie de recrutement double<sup>2</sup>.*

*Pour rappel, celle-ci consiste tout d'abord à rendre les différentes rémunérations des fonctions clefs (e.g. responsables et responsables-adjoints de départements) ou métiers spécifiques (e.g. la fonction de gestionnaire réseau pour le département informatique) raisonnablement attrayantes sur le marché du travail, notamment à travers la révision des statuts pécuniaire et administratifs et l'ouverture ou la réouverture de grades adéquats (e.g. les grades A actuels ne permettent pas de recruter du personnel qualifié expérimenté à des salaires s'approchant des minima requis sur le marché du travail belge, de sorte qu'il conviendrait, notamment, d'exécuter la Charte sociale avec la mise en place des grades d'experts que celle-ci prévoit).*

*Il s'agit ensuite, sur base de ce qui précède, non seulement de recruter les responsables de département manquants, mais aussi de recruter un « middle management », intermédiaire entre les directeurs et les responsables de départements, qui permette d'assurer la mise en application effective des choix opérés à la tête de l'Administration et par les autorités politiques de la commune.*

*Notons que les recrutements sont opérés, par ordre de préférence, en interne, afin de favoriser une évolution de carrière méritée, ou, à défaut des compétences requises dans l'Administration, en externe. On peut trouver la trace de cette approche par exemple dans le projet de règlement de réduction du temps de travail, qui devrait entrer en application au 1er janvier 2018.*

*Ces objectifs étaient déjà à l'agenda en 2017, mais sont à nouveau poursuivis en 2018, notamment en raison de l'actualisation de l'organigramme communal, avec entre autres grades celui de DRH. En effet, c'est une fois le nouvel organigramme entériné que la révision du statut pécuniaire pourra se faire. Ce travail est en cours.*

*Enfin, il s'agira de saisir l'occasion de cette révision pour clarifier certains autres aspects du statut pécuniaire, dont notamment toute une série de règles visant l'octroi ou non de diverses primes et allocations.*

<sup>1</sup>Rapport remis par PwC en septembre 2014 et mis en œuvre progressivement depuis lors.

<sup>2</sup>Cf. rapport PwC, p.78-79, 90 et s.

### ***Évolution de la statutarisation***

*La statutarisation du personnel contractuel de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode suit la voie normale des besoins de l'Administration. Elle passe par l'organisation régulière et méticuleuse d'examens spécifiques.*

*Les conditions linguistiques étant ce qu'elles sont et ayant, du reste, peu évolué depuis 2017 malgré les encouragements de l'Administration, qui permet à ses agents de suivre des cours de néerlandais pendant les heures de travail à la Nederlands Academie, la statutarisation du plus gros contingent des candidats reste problématique.*

*Cela étant, la mise en place du nouvel organigramme et les éléments qui en découlent déboucheront quoi qu'il arrive sur une série d'examens prévus en 2018, en léger retard sur le programme initial. Ces examens porteront sur des nominations et des promotions à des fonctions ouvrières ou d'employé, sans restriction de grade a priori.*

***Évolution de l'octroi de primes et actualisation de la part employeur des chèques-repas***  
*Comme évoqué plus haut, la révision du statut pécuniaire est aujourd'hui à l'étude pour les années à venir, d'abord en matière de recrutement, mais aussi par rapport à l'octroi de primes spécifiques.*

*Une prime de présence avait été envisagée pour 2017. Celle-ci visait à réduire autant que possible l'absentéisme découlant d'abus et de démotivation du personnel. Elle a été mise de côté pour des raisons de priorité budgétaire à ce stade, la décrue de l'absentéisme étant rassurante courant 2017.*

*Une éventuelle actualisation de la part employeur des chèques-repas est malgré envisagée, mais pas encore arrêtée. Cela se fera en fonction des possibilités offertes au niveau de l'exercice 2018.*

*Aucune autre prime n'est aujourd'hui à l'étude pour les années à venir.*

### ***Évolution de la formation***

*Dans la droite ligne des éléments précédents, la formation est cruciale pour assurer les missions de la commune auprès des citoyens.*

*Nous l'avons évoqué, la formation linguistique est régulièrement mise en avant. Elle concerne principalement le néerlandais, mais comprend aussi l'anglais et le français. Saint-Josse-ten-Noode est en effet une des communes bruxelloises où l'on retrouve le plus grand nombre de nationalités différentes, de sorte qu'il appartient aussi à la Commune d'assurer à ses administrés une communication raisonnablement efficace lors de leurs demandes.*

*Outre le volet linguistique de la formation, on retrouve le volet compétences. En effet, nous touchons ici à la réorganisation des services de la Commune telle que préconisée par le rapport PwC<sup>3</sup>.*

*Les compétences sont à la base des recrutements internes et externes et la réorganisation des services de la Commune passe par une évaluation des compétences présentes en interne.*

<sup>3</sup>Sur base du rapport PwC de septembre 2014 toujours.

*C'est une fois un bilan de compétences internes réalisé – une fois le nouvel organigramme entériné – qu'un redéploiement des personnels communaux pourra être réalisé avec les recrutements externes pour les fonctions clefs nécessitant un personnel compétent et expérimenté.*

*Parallèlement à cela, la formation des profils dont l'absence des compétences requises peut être comblée sera entreprise.*

*Notons à cet égard que la formation des directeurs et responsables de département gérant une équipe à trois niveaux a eu lieu au premier trimestre 2016. Elle concernait la gestion d'équipe, la gestion des conflits et la gestion des réunions et se donnait en deux parties. La seconde partie devait être donnée avant l'été 2017 et une deuxième première partie devrait aussi être organisée concomitamment, mais cela n'a pu se faire pour des raisons de discipline budgétaire. Ces deux formations devraient normalement se donner courant 2018.*

### ***Évolution de la mobilité interne du personnel***

*Nous vous renvoyons ici au point précédent relativement à la logique sous-jacente aux mutations des personnels.*

*Les années à venir dépendront donc des compétences existantes, nécessaires et recrutées. De façon générale, soulignons malgré tout que les agents désireux d'être mutés le sont assez rapidement, après que toutes les précautions d'usage aient été prises (adéquation des compétences avec la nouvelle fonction, intégration à la nouvelle équipe, existence d'un remplaçant dont l'intégration à l'équipe est elle aussi réalisable, etc.).*

### ***Évolution de la diversité (Ordonnance Madrane)***

*Les personnels de la Commune forment un ensemble riche de cultures différentes en raison, principalement, de la diversité de la population du Saint-Josse-ten-Noode, dont une large partie des agents communaux font partie, mais aussi en raison d'une application rigoureuse du principe de non-discrimination lors des recrutements externes.*

*Les subsides octroyés dans le cadre de l'Ordonnance visant à assurer une politique de diversité (dite « Ordonnance Madrane ») concernaient environ 30 personnes en 2015, 30 en 2016 et devrait concerner 35 à 45 personnes en 2017.*

*Il convient aussi de souligner que le service des Affaires sociales et d'Égalité des Chances travaille actuellement avec la GRH et l'appui d'ACTIRIS à la définition et la mise en place d'un « plan diversité », faisant écho au travail réalisé aussi en interne et portant sur la mobilité des agents communaux selon leur origine ethnique (sur base de données anonymisées et selon une méthodologie scientifique).*

## **5. Fonctionnement**

montant : 8.153.156,77 € soit 9,55 % du total des dépenses ordinaires

Ce poste présente quant à lui une augmentation d'une somme de + 283.273,66 € par rapport à la dernière modification budgétaire de l'exercice budgétaire 2017, soit une évolution de + 3,60 %.

Malgré les coûts généraux en matière de dépenses en fonctionnement, c'est au prix d'efforts considérables que nous avons réussi à maîtriser nos prévisions budgétaires 2018 et à diminuer très fortement au possible certains postes par rapport aux prévisions budgétaires des exercices précédents.

Dans le cadre de l'élaboration des dépenses de fonctionnement du budget communal de l'exercice 2018, nous prenons bien évidemment en compte les directives de la Tutelle régionale afin d'appliquer au mieux les paramètres repris dans la circulaire du 27 juillet 2017 sur l'élaboration du budget communal de l'exercice 2018 ainsi que dans le courriel régional complémentaire du 10 octobre 2017 : hormis pour les nouvelles initiatives ou installations justifiées, les dépenses en fonctionnement sont limitées à une croissance de 3,2 % par rapport aux dépenses engagées au compte de l'exercice 2016.

Le budget communal de l'exercice précédent (2017) était déjà calculé selon ces paramètres (croissance 3,7 %), vu que nous étions déjà en mesure de chiffrer le montant total des dépenses engagées au compte de l'année 2016 durant la période d'élaboration du budget communal de l'exercice 2017 (mars 2017).

Ensuite, la modification budgétaire 2017 reprenait un ensemble de dépenses en fonctionnement inéluctables nécessaires au bon fonctionnement de notre Commune.

Le budget communal de l'exercice 2018 se base donc sur les éléments repris dans la dernière situation budgétaire 2017, tout en insistant sur le travail considérable de nettoyage des postes uniques aux exercices précédents.

En effet, cette logique nous permet à la fois de prendre en compte les derniers éléments financiers existants en fin d'année 2017, ce qui permet d'avoir une continuité cohérente dans le suivi des dossiers (par exemple pour les assurances qui évoluent, les nouveaux bâtiments et frais y afférents, etc...), mais aussi de limiter les dépenses ne devant plus être prises en compte car uniques à l'exercice 2017 (ou antérieurs), comme par exemple les frais qui proviennent d'anciens véhicules, les frais techniques pour les fournitures de bâtiments comme les nouvelles crèches, les régularisations d'anciens dossiers en souffrance, etc ...

Le compte de l'exercice 2016 se clôturait par des dépenses de fonctionnement engagées qui totalisaient un montant de 6.784.153,68 €.

Si nous appliquons les directives techniques de la circulaire sur le budget 2018, nous arrivons à un seuil budgétaire de 7.004.342,60 €, sans prendre en compte les nouvelles initiatives ou installations à justifier depuis l'exercice 2017 et surtout pour le budget de l'exercice 2018.

Quant à elle, la modification budgétaire de l'exercice 2017 se clôturait par des dépenses de fonctionnement qui totalisaient un montant de 7.550.570,77 €.

La méthodologie de calcul pour le budget 2018 est la suivante : en vue de ces éléments, nous avons préféré nous baser sur les dépenses budgétisées lors de la dernière situation estimée de l'exercice 2017, plus réalistes à l'heure actuelle. Nous implémentons ensuite les dépenses de fonctionnement dites « inéluctables » et « nouveaux projets » justifiables et nous procédons à un maximum d'économie sur certaines enveloppes budgétaires à diminuer, pour arriver à une budgétisation totale de 8.153.156,77 €.

Aussi, soulignons que ce chapitre de dépenses en fonctionnements respecte l'évolution étudiée lors de la remise du plan financier 2016-2017-2018, qui reprenait quant à lui un total de dépenses en fonctionnement s'élevant à 8.065.601,00 €. Le seuil budgétaire étudié lors de la confection du plan triennal en 2016 est donc dépassé pour seulement 87.555,77 €.

Ce chapitre du budget communal ordinaire de l'exercice 2018 est complètement justifié en vue des nouvelles initiatives ou installations afférentes à la projection budgétaire de l'exercice 2018.

Comme dit précédemment, le Collège s'évertuera à maîtriser les dépenses en effectuant des contrôles budgétaires réguliers, en gérant de manière efficace le patrimoine communal notamment en menant une politique de rationalisation des biens communaux et en diminuant la facture énergétique des bâtiments communaux.

Pour de ce chapitre budgétaire, voyons à titre d'exemple, les évolutions négatives et positives les plus conséquentes par rapport à la dernière situation budgétaire de l'exercice 2017 :

▲ évolutions négatives : (donc dépenses en augmentation pour - 602.918,49 €)

- 95.874,00 € : pour les factures énergétiques (eau, gaz, électricité) : afin de palier au manque de crédits sur certains articles budgétaires en fonction des dossiers en cours (à régulariser ou non), nous devons répartir les cagnottes budgétaires telles que présentées à la dernière situation budgétaire de l'exercice 2017 entre chaque article concerné. Ensuite, nous procédons à une économie substantielle de 10 % sur chaque cagnotte demandée par la cellule de l'énergie, tout en tenant compte des besoins pour alimenter le nouveau bâtiment sis 284 Rue Royale ;

- 82.000,00 € : pour tenir compte de l'augmentation des cagnottes relatives au précompte immobilier à payer, notamment dans le cadre des acquisitions de nouveaux bâtiments. Aussi, l'estimation au budget communal de l'exercice 2017 étant basée sur le compte 2016, nous constatons un manque de crédit aux articles concernés, car le Ministère avait du retard dans ses envois de courriers en 2016. Le budget 2018 tient donc compte de l'ensemble des régularisations de dossiers relatifs aux exercices précédents ainsi que de l'enveloppe nécessaire aux dossiers typiques à l'exercice comptable 2018 ;

- 73.830,00 € : pour que le projet de mobilier urbain et fleurissement soit mené à bien et qu'il puisse tourner à plein régime en 2018 (fourniture de plantes, métal, bois, peinture, etc...), nous estimons une enveloppe budgétaire complète sur l'exercice 2018. En effet, vu le retard pris dans le dossier en pendant l'année 2017 (constitution équipe, etc...), le montant n'était pas complètement utilisé en 2017, ce qui a permis une diminution en cours d'année via la modification budgétaire 2017. Enfin, soulignons que cette cagnotte globale afférente à l'exercice 2018 était bien prévue dans le plan triennal ;

- 62.116,28 € : pour l'entretien des caméras de police : régularisation des factures croissantes de 2017 (installation de nouvelles caméras et entretien plus coûteux à cause de l'échéance de la garantie), en plus de l'estimation globale des entretiens de caméras de police pour l'exercice 2018 (+ - 120.000 €) ;

- 53.500,00 € : pour l'informatique (nouveaux logiciels, licences, packs biométriques, etc...) ;

- 52.600,00 € : pour tenir compte des besoins réels en augmentation au niveau de la gestion des déchets, l'enlèvement des encombrants, le nettoyage des avaloirs et autres gestions comme le parc à conteneurs. Certaines régularisations de dossiers doivent aussi être prises en compte (par manque de crédits, report de certaines dépenses afférentes à la fin de l'année 2017 vers le budget de l'année 2018) ;

- 43.234,00 € : en comptant le solde des 6.766,00 € engagés durant l'exercice budgétaire, cette cagnotte globale de 50.000,00 € correspond au précompte immobilier à payer pour le nouveau bâtiment communal sis rue Royale 284. Comme étudié précédemment, ce montant est aussi bien enregistré en dépense qu'en recette sur le budget de l'exercice 2018, vu que nous allons introduire un dossier auprès du Ministère dans le cadre de l'exonération de cette taxe pour notre Administration ;
- 41.400,00 € : pour les frais relatifs à l'organisation des élections de 2018 ;
- 32.600,00 € : pour la téléphonie (factures fin 2017, nouveau bâtiment, etc...) ;
- 11.814,00 € : pour les assurances (nouveaux bâtiments, etc...) ;
- 9.000,00 € : augmentation de l'enveloppe budgétaire pour les formations des enseignants aux écoles FR (maternel/primaire/Lycée) ;
- 44.950,21 € : le solde de ces dépenses en évolutions négatives est l'addition de toute une série de petites dépenses que nous éviterons d'énumérer dans la présente note pour ne pas alourdir votre lecture. Ce sont, par exemple, les enveloppes nécessaires à la formation de personnel communal en place, les besoins en vêtements de travail en vue de satisfaire les demandes croissantes du personnel en augmentation (crèches, ouvriers, etc...) et autres besoins en fonctionnement.

^ évolutions positives : (donc dépenses en diminution pour - 319.644,83 €)

- + 100.000,00 € : diminution de la cagnotte réservée en modification budgétaire 2017 afin de régulariser une bonne partie des arriérés en matière de rétrocession d'une partie des recettes administratives au Ministère de l'Intérieur ;
- + 54.000,00 € : diminution de la cagnotte réservée en modification budgétaire 2017 afin de tenir compte des besoins réels en chèques ALE pour l'enseignement NL ;
- + 42.409,41 € : diminution de la cagnotte réservée en modification budgétaire 2017 afin de tenir compte des régularisations de loyers 2016-2017 pour l'occupation des bureaux Artemis, sis avenue des Arts 6/9 ;
- + 27.044,00 € : diminution de la cagnotte réservée en modification budgétaire 2017 afin de tenir compte des régularisations en matière de copropriété du parking Traversière (Chab), vu qu'il a aussi fallu tenir compte d'un trimestre afférent à l'exercice 2016 durant l'année budgétaire 2017 ;

+ 25.000,00 € : diminution de la cagnotte réservée en modification budgétaire 2017, qui, comme étudié précédemment dans la présente note, était prévue en 2017 pour tenir compte de la récupération des frais d'évacuation et de nettoyage du bâtiment sis 118 rue de la Limite auprès de l'occupant ;

+ 22.000,00 € : diminution de la cagnotte réservée en modification budgétaire 2017, afin de régulariser d'anciennes factures des Cuisines Bruxelloises pour les écoles et la plaine des jeux ;

+ 18.633,42 € : diminution de la cagnotte réservée en modification budgétaire 2017, afin de régulariser d'anciennes factures relatives aux frais de cercueil et mise en bière ainsi que de transport ambulatoire du domicile à la morgue de façon individuelle ou par réquisitoire de police ;

+ 30.558,00 € : le solde de ces dépenses en évolutions positives est l'addition de toute une série de petites dépenses à ne plus budgétiser sur l'exercice 2018 que nous éviterons d'énumérer dans la présente note pour ne pas alourdir votre lecture. Ce sont, par exemple, les anciennes enveloppes nécessaires aux différentes expertises de bâtiments, de régularisations de dossiers typiques aux exercices précédents et autres anciens besoins en fonctionnement.



## 6. Transferts

montant : 26.426.448,08 € soit 30,96 % du total des dépenses ordinaires

Ce chapitre propose une forte diminution de - 726.350,39 € par rapport à la dernière modification budgétaire de l'exercice budgétaire 2017, soit une évolution de - 2,68 %.

Il est à noter que certaines dépenses de transferts trouvent leurs montants budgétisés en recettes équivalentes (voir supra).

Il est tout d'abord très important de noter que le regroupement de la Dotation Générale aux Communes en une seule et même cagnotte (voir chapitre de recette de transferts pour plus d'explicatifs) aura une conséquence favorable sur nos dépenses de transferts. En effet, la Tutelle nous invite par courriel le 22 août 2017 à ne plus tenir compte des 3% à de la DGC à rétrocéder dans le cadre de la confection des budgets en cours et suivants. Un enveloppe de 392.399,73 € est alors supprimée des dépenses de transferts dans la présentation du budget communal ordinaire de l'exercice 2018.

Dans la continuité du travail de régularisation des dossiers de non-valeurs de droits constatés perçus sur exercices antérieurs et afin que le résultat de trésorerie coïncide avec le résultat budgétaire, conformément aux instructions de la circulaire du 27 juillet 2017 sur l'élaboration du budget communal 2018 ainsi qu'à son complément d'information par le courriel régional du 10 octobre 2017, nous budgétisons un montant réaliste de 250.000 € en 2018, tout comme dans lors de l'élaboration du budget initial de l'exercice 2017. Il est à noter que l'alimentation de ce poste et le lissage de cette dépense sur plusieurs exercices comptables doit se faire pour les besoins en non-valeurs de droits constatés non perçus du service ordinaire, donc sans remboursements.

Nous avons diminué ou supprimé des enveloppes prévues dans la dernière situation budgétaire de l'exercice 2017 en fonction des dossiers en cours.

Citons par exemple les 42.627,74 € nécessaires en 2017 pour la rétrocession à l'Agence Locale de Stationnement des 3ème et 4ème trimestres de l'exercice 2017 (calculés quant à eux sur le résultat réel du compte de l'exercice 2016) qui nous a été communiqué par la société gestionnaire de redevances automobiles en voirie.

Un autre exemple est à soulever, à savoir les 259.917,34 € anciennement prévus dans le cadre des remboursements à l'autorité fédérale de soldes dans les dossiers de sécurités et prévention, à savoir les remboursements de subsides concernant des dossiers qui remontent à 2011, pour le recalcul des justifications des salaires des gardiens de la paix sur base des jours prestés, ou sur les factures en lien direct avec l'action, ou encore la justification du statut activa en fin de contrat.

La rétrocession des 15% du montant des recettes de stationnement (après déduction des coûts) à l'Agence Locale du Stationnement sera aussi prévue au budget de l'exercice 2018 : nous comptabilisons cette rétrocession à concurrence de 127.500 €.

Aussi, nous prenons en compte les derniers montants de cotisations connus, comme par exemple l'augmentation de la quote-part Brulabo (+ 3.282,00 €) par rapport à la dernière situation budgétaire de l'exercice 2017.

Comme étudié dans le chapitre relatif aux recettes de transferts, les primes à la rénovation pour les logements repris sur le territoire communal seront en augmentation pour l'exercice budgétaire 2018, pour un montant de + 90.000,00 €.

Le budget 2018 tient aussi compte des nouvelles décisions des Autorités communales pour ses dépenses en transferts, notamment par l'application dès janvier 2018 d'un nouveau règlement d'aide au relancement économique des commerçants tennoodois, dont l'enveloppe annuelle est estimée à 75.000,00 €.

A l'identique, nous veillerons à garantir le bon fonctionnement des institutions de nos partenaires tout en menant une politique économique et budgétaire structurelle et efficace. Les subsides aux organismes et aux ménages restent identiques qu'à la dernière situation budgétaire de 2017, hormis pour les dossiers suivants :

- Les Bains de St-Josse asbl : subside budgétisé à concurrence de 175.000 € (contre 100.000 € en dernière situation budgétaire de 2017), vu que nous escomptons la réouverture du complexe pour le mois de septembre 2018, les frais d'alimentation en eau et en chaufferie sont des exemples concrets à tenir en compte.
- L'Académie de Musique : le subside passe d'un montant de 49.390 € en 2017 à un montant de 72.590 € en 2018, en fonction des prévisions budgétaires de l'association : une augmentation de 23.200,00 € (cote-part 2/5ème) est demandée par l'asbl afin qu'elle puisse constituer une provision pour engager ses dépenses relatives aux pensions de ses agents.
- Agence Immobilière Sociale de Saint-Josse-ten-Noode : nous comptabilisons une enveloppe supplémentaire de 10.000,00 € pour 2018 afin de régulariser le dossier du solde du subside de l'exercice 2016 (20%), qui n'a pas été engagé à temps suite à une erreur matérielle. Les 20% de 2017 ont donc servi à alimenter le subside de l'exercice 2016.
- La Maison de la Famille asbl : subside budgétisé à concurrence de 250.000 € (sur fonds propres). Ce subside est aussi partiellement augmenté de 100.000 € par la cagnotte PDV relative à la guidance budgétaire de l'exercice 2018.

Pour les dépenses de transferts à la Zone de Police, nous tiendrons compte de plusieurs éléments :

- nous tiendrons tout d'abord compte d'une indexation de 2% de la dotation initiale reprise dans son budget de l'exercice 2017 (12.478.476,67 €), à savoir une dotation communale 2018 s'élevant à 12.728.046,20 €. Ensuite, nous procédons à la diminution de cette cagnotte de par la prise en compte du boni résultant du compte de l'exercice 2016 de la Zone de Police, pour lequel la quote-part de notre Commune s'élève à 537.296,62 €. En application aux instructions de la circulaire de l'Autorité de Tutelle sur l'élaboration du budget communal 2018 (27 juillet 2017) et de ses compléments d'informations (pour courriel le 10 octobre 2017), le montant du boni de la Zone de Police ne peut par être considéré comme une recette de transfert à récupérer. Lorsque le compte de la Zone de Police dégage un boni, la contribution annuelle sera diminuée à due concurrence. Vu que ce montant sera engagé sur notre compte budgétaire de l'exercice 2017 afin de ne pas perdre la cagnotte prévue en fin d'année, le montant inscrit comme dotation communale au budget 2018 pour la Zone de Police s'élève donc à 12.190.749,58 €. Ce montant tient donc bien compte en même temps des 2% d'indexation par rapport à la dotation de l'exercice précédent, et en même temps du boni dégagé par le compte de l'exercice 2016 de la Zone de Police ;
- signalons le montant de 202.822,90 € à inscrire en dépense de transferts, mais qui ont leurs contreparties en recettes de transferts, pour la rétrocession à la Zone de Police des subsides liés au contrat de sécurité ;
- nous avons convenu avec la Zone de Police l'étalement sur 5 années budgétaires du montant de 1.715.315,16 € relatif aux dossiers de rétrocessions pour contrats de sécurité d'exercices antérieurs (2006 à 2009 et 2012) ; à savoir un montant de 343.063,03 € par an.

Pour les dépenses de transferts au CPAS, nous tiendrons compte des éléments convenus avec ses autorités lors du Comité de concertation entre notre Commune et son CPAS en date du 27 septembre 2017, à savoir :

- pour le calcul de la dotation de l'exercice budgétaire 2018, nous tiendrons compte du budget maîtrisé de l'exercice 2017 du CPAS, à savoir 10.362.697,14 €, auquel nous ajouterons un montant de 200.000,00 € afin de comptabiliser les dépenses en personnel du CPAS en matière de RTT (voir le chapitre concernant les dépenses en personnel). La dotation de la commune vers le CPAS inscrite au budget de l'exercice 2018 s'élève donc à un montant de 10.562.697,14 € ;
- notons que tout comme pour le budget de l'année 2017, le montant inscrit au budget 2018 relatif aux rétrocessions de subsides au CPAS s'élève à 260.000,00 €, et est aussi bien inscrit en recette qu'en dépense de transferts ;
- enfin, que tout comme pour le budget de l'année 2017, notons également le montant prévu au budget 2018 en recette et dépense de 43.895,33 € concernant la rétrocession du subside provenant du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale vers le CPAS concernant les aides pour soutenir les personnes migrantes, les sans-abri, les gens du voyage et les personnes dites « roms ».

## 7. Dette

montant : 8.319.374,22 € soit 9,75 % du total des dépenses ordinaires

Cette dernière rubrique du budget communal ordinaire présente une toute petite augmentation de l'ordre de + 11.821,13 € par rapport à la dernière modification budgétaire de l'exercice budgétaire 2017, soit une évolution de + 0,14 %.

Concernant les dépenses de dette 2018 de notre Commune, la prévision des intérêts débiteurs est en diminution de 10.000 € et passe donc à 30.000 € en 2018, afin de correspondre à l'échéancier probable de la trésorerie communale, conformément à la circulaire du 27 juillet 2017 sur l'élaboration du budget communal de l'exercice 2018 ainsi qu'à son complément d'information par le courriel régional du 10 octobre 2017.

Hormis pour la comptabilisation des intérêts moratoires, de retard ou assimilés, qui sont budgétisés à l'identique qu'à la dernière situation budgétaire de l'exercice 2017, à savoir 30.000,00 € en prévision 2018 (en fonction de la prise de connaissance des dossiers litigieux en cours), les dépenses de dette proviennent essentiellement de l'évolution des charges de nos emprunts vis-à-vis de Belfius Banque, Fortis Banque et nouvellement ING Banque (depuis fin de l'année 2017).

Les variations des postes des charges d'emprunt sont également expliquées par l'évolution de la dette cumulée en plus du programme extraordinaire 2018, sachant que le total des dépenses d'emprunts extraordinaires à prévoir en 2018 (55.460.152 €) est légèrement plus élevé que la situation budgétaire présentée à l'exercice initial de 2017 (51.598.019 €).

Comme pour le budget communal de l'exercice 2018, le calcul des montants à reprendre en charges de dettes pour les nouveaux emprunts dans le projet de budget 2018 ne tient compte que de 2 mois d'emprunts.

L'impact des emprunts 2018 sur le budget ordinaire 2018 s'élève à un montant de 60.793,33 € (calcul =  $364.760 \text{ €} / 6$ ) contre 95.819,67 € pour le budget ordinaire initial de l'exercice 2017 (calcul =  $574.918 \text{ €} / 6$ ).

Malgré la forte augmentation des emprunts et donc des dépenses d'investissements à prévoir sur le budget extraordinaire de l'année 2018, cette diminution est simplement expliquée par la forte baisse des taux d'intérêts pour emprunts à appliquer à court, moyen et long terme depuis l'exercice comptable 2015.

De plus, soulignons l'inscription des dettes liées à la reprise de l'ancienne RRU, avec emprunts et charges y relatives, depuis 2015. Les tableaux d'évolution de la dette communale cumulée repris en annexe budgétaire 2018 englobent directement l'ensemble de ces dossiers.

## **II. BUDGET EXTRAORDINAIRE**

Le budget extraordinaire 2018 laisse apparaître une recette de dette (les emprunts donc) de 55.460.152 € (contre 51.598.019 € pour le budget extraordinaire initial de l'exercice 2017).

La Région nous rappelle annuellement que d'une part il y a lieu de limiter les charges des nouveaux emprunts au volume des remboursements en capital au cours de l'exercice afin de stabiliser le poids total de la dette, et que d'autre part la réduction de l'endettement des pouvoirs locaux participe à la réalisation du Programme de Convergence de l'Etat Belge et que dès lors une réelle maîtrise de la dette communale est demandée.

Au total, le budget communal extraordinaire de l'exercice 2018 prévoit un montant de 86.150.393 € d'investissements (contre 73.080.993 € pour le budget extraordinaire initial de l'exercice 2017).

Les départements demandeurs justifient l'augmentation des prévisions en dépenses d'investissements 2018 par la reprise de certaines prévisions 2017 qui ne se verraient pas réalisées d'ici le 31 décembre 2017, notamment à cause des différentes procédures alourdies et restantes à mettre en place en matière de marchés publics, ou encore à cause de l'échéance tardive des délivrances de divers permis d'urbanismes relatifs aux dossiers concernés.

Le montant total des subsides et autres apports s'élève à 31.355.018 € dans le projet de budget extraordinaire 2018, contre 22.642.751 € pour le budget extraordinaire initial de l'exercice 2017, ce qui pourrait justifier une partie des augmentations de dépenses en investissements 2018.

Aussi, le projet de budget extraordinaire 2018 prévoit un ensemble de recettes exceptionnelles liées à la vente de plusieurs bâtiments communaux pour un montant budgétisé à 1.246.550 € .

Le montant complet des recettes « pures » s'élève donc à 1.246.550 €.

Concernant les dépenses « pures », nous enregistrons un montant de 280.223 € concernant les travaux d'aménagement des rues Artichaut-Pacification, qui sont financés à 100% par Bruxelles-Mobilité mais pour lesquels l'enregistrement des recettes de subsides s'est fait dans les comptes communaux des exercices 2015 et 2016 (perçues à 90%).

Cette dépense intervient donc en 2018 comme dépense « pure » sans emprunt. Aussi, toujours dans le but de régulariser au mieux nos livres comptables, nous comptabilisons une non-valeur d'une recette reportée depuis 1991 pour un montant de 7.462 € (école primaire).

Afin de maintenir le budget communal extraordinaire 2018 en équilibre à l'exercice propre, nous affectons dans un Fonds de réserve extraordinaire le montant total de ses recettes extraordinaires « pures », diminué par le montant total de ses dépenses extraordinaires « pures » pour arriver à un montant de 958.865,00 €.

Enfin, le résultat général extraordinaire aux exercices cumulés s'élève à un résultat nul.

## **RECETTES**

Le budget des recettes extraordinaires de l'exercice 2018 se répartit comme suit :

1°) par des subsides pour un montant de 31.355.018 € (plan triennal, divers contrats avec les autorités supérieures et autres);

2°) par la formule de l'emprunt pour un montant de 55.460.152 € ;

3°) par des recettes exceptionnelles « pures » de 1.246.550 € .

## **DÉPENSES**

Nous budgétisons pour l'exercice 2017 un montant total de dépenses extraordinaires de 87.102.855 €, dont un total en dépenses d'investissements s'élevant à 86.150.393 €, un total en dépenses de transferts s'élevant à 945.000 € et un total de dépenses de dette s'élevant à 7.462 €.

## **III. ANNEXES BUDGÉTAIRES**

Conformément à la circulaire ministérielle de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juillet 2017 relative à l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2018 ainsi qu'à son complément d'information par le courriel régional du 10 octobre 2017, nous vous invitons à consulter le cahier d'annexes du budget communal de l'exercice 2018.

\*\*\*\*\*

Le Conseiller ffs du Service des Finances,

  
Abdelrahim GHARBI





# SYNTHESE VAN HET BEGROTINGSONTWERP VOOR 2018

## INLEIDING

Het begrotingsvoorstel voor het dienstjaar 2018 werd opgesteld overeenkomstig de ministeriële omzendbrief van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 juli 2017 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen voor het dienstjaar 2018 en haar aanvulling van omzendbrief door de gewestelijke nota van 10 oktober 2017, alsook overeenkomstig de gewestelijke omzendbrief van 22 juli 2015 met betrekking tot de oriëntatienota en het beheerplan voorzien door artikel 242 bis van de Nieuwe Gemeentewet en de Europese richtlijn 2011/85.

Zoals opgenomen in het advies van 1 december 2017 van de commissie bedoeld in artikel 12 van het Koninklijk Besluit van 02 augustus 1990 inzake het algemene reglement van de nieuwe gemeentelijke boekhouding dat werd toegevoegd in de bijlagen van deze begroting, houdt de begroting 2018 tevens rekening met twee belangrijke gewestelijke ordonnanties :

- ordonnantie van 19 juli 2007 met als doel de gemeenten te verenigen in de economische ontplooiing van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
- ordonnantie van 19 juli 2007 met als doel de budgettaire situatie van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te verbeteren.

Ter herinnering, in het kader van deze laatste ordonnantie heeft het College het kandidaatsdossier goedgekeurd dat werd bezorgd aan de Toezichthoudende Overheid op 1 februari 2016 tijdens haar zitting van 18 februari 2016.

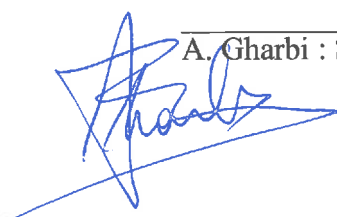
De Gemeenteraad heeft het financiële plan goedgekeurd voor de periode 2016-2017-2018, alsook de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2016 in zitting van 29 februari 2016. Het betreffende contract van overeenkomst werd goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 20 oktober 2016.

Het is dus absoluut vereist dat de resultaten voorzien op het eigen dienstjaar van de gewone en buitengewone dienst van het jaar 2018 worden gerespecteerd.

Ter herinnering, de gewone begroting omvat een functionele begroting en een economische begroting.

De functionele begroting stelt een presentatie voor die eerder gericht is op de functies van de begroting (administratie, kleuter- en basisonderwijs, sociale hulp, huisvesting, enz.). De economische begroting stelt een presentatie, enkel gericht op de economische aard van de uitgaven en inkomsten voor, dus zonder functionele onderscheiding. Zodoende, wanneer U de code 111/01 "bezoldigingen van het gemeentelijk personeel" raadpleegt in de economische begroting, stemt het ingelichte bedrag overeen met het totaal bedrag van dit soort uitgaven doorheen alle begrotingsfuncties.

De buitengewone begroting daarentegen wordt nog steeds voorgesteld volgens de oude presentatie.



## **I. GEWONE BEGROTING**

Het begrotingsontwerp 2018 sluit de gewone begroting af met een overschot van 52.714,00 € op het eigen dienstjaar en met een overschot van 5.323.172,24 € op de gecumuleerde dienstjaren.

Het resultaat van onze gewone gemeentelijke begroting 2018 wordt dus gerespecteerd en verbeterd ten opzichte van het beheerplan 2016-2017-2018 zoals voorzien door artikel 242 bis van de Nieuwe Gemeentewet, door de Europese richtlijn 2011/85 en door de gewestelijke ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende de verbetering van de gemeentelijke begrotingen, dat een tekort vertoonde op het eigen dienstjaar van - 534.704,00 € en een tekort op de gecumuleerde dienstjaren van - 963.208,00 €.

Teneinde de ministeriële omzendbrief van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 juli 2017 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen voor het dienstjaar 2018 zo goed mogelijk na te leven, alsook de laatste instructies van de gewestelijke toezichthoudende overheid inzake begrotingscontrole, met name ingevolge haar aanvulling van omzendbrief door haar gewestelijke nota van 10 oktober 2017, worden de uitgaven van de gewone gemeentelijke begroting 2018 gebaseerd op de werkelijk vastgelegde bedragen in de vorige dienstjaren, voor het grootste deel met betrekking tot de rekening van dienstjaar 2016, die de berekeningsbasis was voor de initiële budgettaire voorzieningen van dienstjaar 2017, rekening houdende met een reeks budgettaire beperkingen maar tevens met de onvermijdelijke en onreducerbare vragen van de diensten aan het Departement Financiën, en dit teneinde de goede werking te handhaven van de gemeentelijke activiteiten, met name in zijn sociale aspect, rekening houdende met de evolutie van de demografische context.

In de moeilijke financiële context die de gemeenten doormaken, zal het College een samenwerking aangaan met de toezichthoudende overheid waarbij de gewestelijke vereisten inzake controle van de uitgaven worden gerespecteerd. Het College wenst dat de krappe begroting niet weegt op de Tennoodse belastingbetaler maar opteert eerder voor de voortzetting van de inspanningen rond het beheer van de uitgaven en de verhoging van de ontvangsten.

Zo heeft het College beslist om het geheel van haar uitgaven te beperken en aan te passen aan de reële noden.

In de huidige economische conjunctuur houdt het begrotingsontwerp 2018, wat de inkomsten betreft, rekening met alle nieuwe elementen waarover de Gemeente kennis heeft genomen in de loop van dienstjaar 2017.

De Gemeente registreert bijvoorbeeld een verhoging van de inkomsten die verband houden met de aanvullende belasting op de onroerende voorheffing, meer bepaald door de overname van de Astro-toren in de berekening van de belastbare basis op 1 januari 2017.

Daarnaast registreert de Gemeente een daling voor wat de inkomsten betreft in verband met de Algemene Dotaties aan de Gemeenten, onlangs gegroepeerd in één enkele jaarlijkse enveloppe ten opzichte van de vorige dienstjaren, overeenkomstig de richtlijnen van de Toezichthoudende Overheid.

Tevens dient rekening te worden gehouden met de sterke daling van de inkomsten uit schulden, aangezien het Interfin dividend eenmalig was voor dienstjaar 2017.

De gemeente registreert tevens belangrijke bijkomende inkomsten die verband houden met het volledig in aanmerking nemen van de belasting op het niet ter beschikking stellen van parkeerplaatsen, in werking getreden sedert 1 juli 2017.

Het College overweegt niet om diensten aan de bevolking af te schaffen maar zal aan al zijn diensten en partners vragen om zich een strikt budgettaire discipline op te leggen. De gewestelijke toezichthoudende overheid legt deze budgettaire striktheid op.

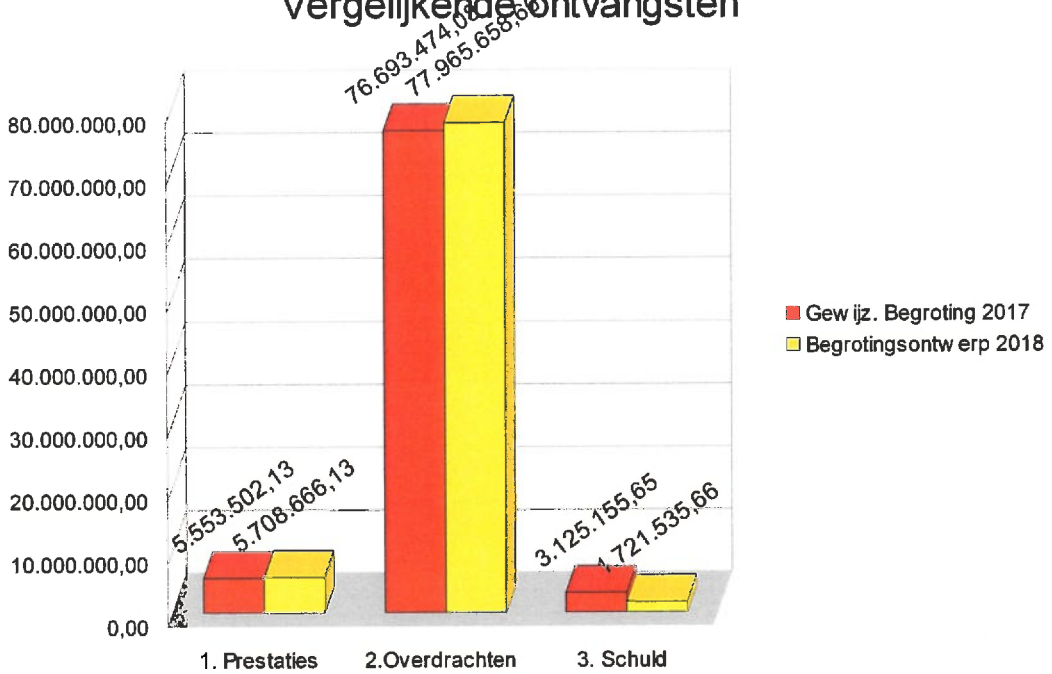
Ten slotte zal het College inspanningen doen om de uitgaven te beheersen door regelmatig budgettaire controles uit te voeren, waarbij het gemeentelijk patrimonium op een efficiënte manier wordt beheerd, met name door een rationaliseringsbeleid te voeren van de gemeentelijke gebouwen, en door de energetische factuur van de gemeentelijke gebouwen te verlagen.

Hieronder vindt U de toestand van de grote onderverdelingen van de begroting 2018 ten opzichte van de laatste budgettaire aanpassing van het dienstjaar 2017 (de nummering van de titels stemt overeen met de verklarende paragrafen die deze tabellen opvolgen).

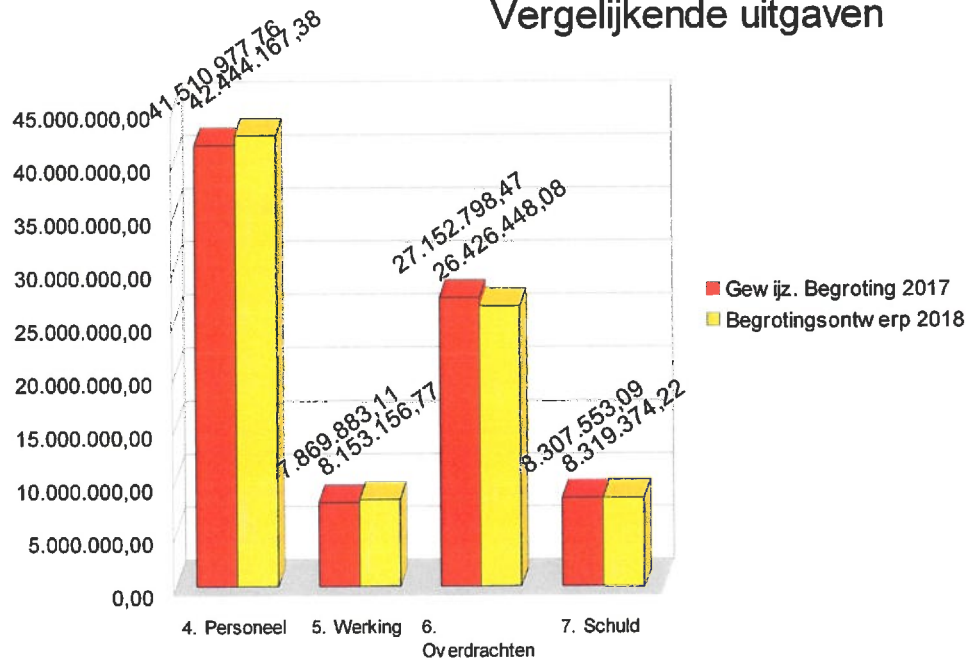
	Gewijz. Begroting 2017	Begrotingsontwerp 2018	Vershil
<b>Inkomsten</b>			
1. Prestaties	5.553.502,13	5.708.666,13	155.164,00
2. Overdrachten	76.693.474,08	77.965.658,66	1.272.184,58
3. Schuld	3.125.155,65	1.721.535,66	-1.403.619,99
Totaal	85.372.131,86	85.395.860,45	23.728,59
<b>Uitgaven</b>			
4. Personeel	41.510.977,76	42.444.167,38	933.189,62
5. Werkingskosten	7.869.883,11	8.153.156,77	283.273,66
6. Overdrachten	27.152.798,47	26.426.448,08	-726.350,39
7. Schuld	8.307.553,09	8.319.374,22	11.821,13
Totaal	84.841.212,43	85.343.146,45	501.934,02
Saldo eig.dienstjaar	530.919,43	52.714,00	-478.205,43
Voorg. Dienstjaren	4.739.538,81	5.270.458,24	
Overboekingen			
Gecumuleerde resultaten	5.270.458,24	5.323.172,24	

Hieronder vindt U deze tabellen tevens in grafiekvorm.

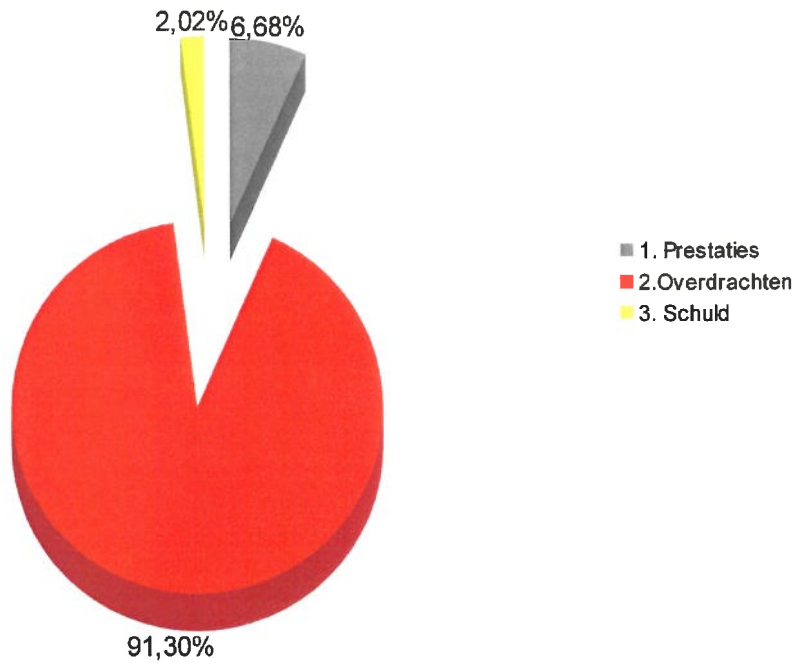
### Vergelijkende ontvangsten



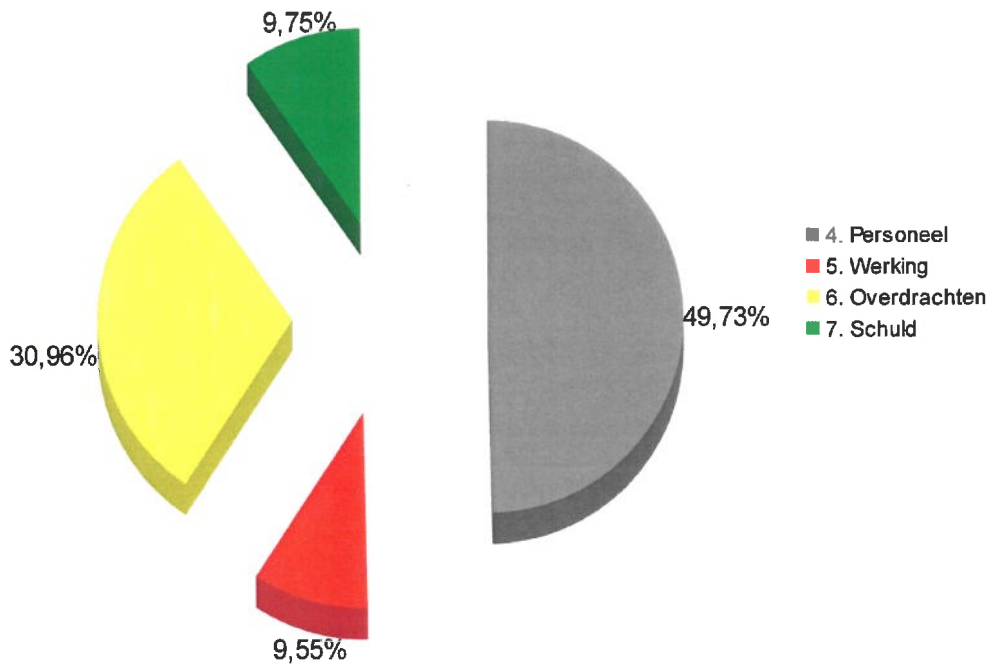
### Vergelijkende uitgaven



### Percentage van ontvangsten 2018



### Percentage van uitgaven 2018



## INKOMSTEN

### 1. Prestaties

bedrag : 5.708.666,13 € hetzij 6,68 % van het totaal van de gewone inkomsten

Deze post vertoont t.o.v. de laatste situatie van het begrotingsjaar 2017 een verhoging van + 155.164,00 €, of een evolutie van + 2,79 %.

De omzendbrief met betrekking tot de opmaak van de gemeentelijke begrotingen van het dienstjaar 2018 voorziet globaal, bij gelijke dienstverlening, een stijging van de ontvangsten uit prestaties tot het minimum van de inflatie (2,10 %). De inkomsten waarop deze indexering betrekking heeft, worden opgenomen in de inkomsten die verband houden met de opbrengsten van de onroerende verhuringen van gemeentelijk patrimonium alsook van de gemeentelijke woningen.

Deze begrotingspost omvat verschillende delen :

- de doorgangsrechten : deze inkomsten, die 59.192,00 lager worden gebudgetteerd tegenover de begroting van het vorige dienstjaar, hebben betrekking op de voorzieningen van inkomsten van de wegenisretributies voor gas en elektriciteit. De bedragen worden ons rechtstreeks meegedeeld door de maatschappij Sibelga aan het einde van het jaar dat voorafgaat aan de betreffende begroting.
- de opbrengsten van de verhuringen : deze inkomsten, die voornamelijk gebaseerd zijn op de inkomsten van verhuringen van onroerende goederen, stijgen met 47.000,00 € in vergelijking met de laatste budgettaire situatie van het vorige dienstjaar, en worden berekend op basis van de toepassing van de minimale inflatie (2,10 %). We wijzen tevens op de budgettering van de nieuwe woningen sedert 2016, zoals opgenomen in het financieel plan 2016-2017-2018, die ons toelaten om de inkomsten te begroten van de onroerende verhuringen met betrekking tot de woningen voor meer dan 2.000.000,00 €, rekening houdende met de inkomsten geregistreerd gedurende het boekjaar 2017 die reeds in de buurt liggen van het voorziene bedrag in 2018.
- de andere ontvangsten uit prestaties : deze post vertaalt zich in een geheel van regularisaties en kredietaanpassingen in functie van de lopende dossiers over de hele gemeentelijke begroting 2018. We merken op dat een groot gedeelte van deze inkomsten voornamelijk afkomstig is van de opbrengsten van rechtstreekse prestaties verbonden aan de bijhorende functies, andere dan uit onroerende goederen, zoals de inkomsten uit de dagopvangcentra (crèches), de inkomsten van mede-eigendommen, alsook de verschillende afrekeningen van recuperaties van energieverbruik (woningen, privé-patrimonia enz.).

Het belangrijke technische werk dat werd geleverd bij de vorige begrotingswijziging van dienstjaar 2017, dat erin bestond de budgettering van het geheel van de dossiers te beperken in functie van de huidige parameters, werd wel degelijk in aanmerking genomen bij de opmaak van de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2018.

Bijvoorbeeld, de voorzieningen van inkomsten afkomstig van de verschillende Parkings of van de woningen en andere recuperaties inzake onroerende voorheffing, stemmen overeen met de vastgestelde rechten tijdens de vorige dienstjaren of met de vast te stellen rechten tijdens het gebudgetteerde dienstjaar in functie van de gekende elementen voor elk dossier.

Een ander begrotingswerk bestaat erin om de reserve voorzien gedurende het vorig dienstjaar in het kader van de terugvordering van diverse creditnota's of vergoedingen te schrappen, zodat de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2018 zo nauwkeurig mogelijk de realiteit vertaalt van de bestaande dossiers over één en enkel boekhoudkundig jaar. Hierbij vermelden we de dalingen van de enige inkomsten op dienstjaar 2017 zoals bijvoorbeeld het bedrag van 27.044,00 €, geregistreerd in het kader van de terugvordering van achterstallige bedragen in verband met de mede-eigendom van de Chab, of nog het bedrag van 25.000,00 €, geregistreerd in het kader van de evacuatie en de reiniging van het gebouw gelegen Grensstraat nr. 118.

We hernemen tevens de technische parameters van het financieel plan 2016-2017-2018, en hierbij worden de inkomsten uit prestaties met betrekking tot de Nederlandstalige en Franstalige dagopvangcentra berekend in functie van het aantal aanwezige eenheden in het kader van de opening van de nieuwe crèches (Liedekerke) en de verrekening van de werking van de andere crèches die actief zijn op dienstjaar 2018.

We herinneren er eveneens aan dat sedert 2017 het hoofdstuk van de ontvangsten de jaarlijkse budgettering bevat van de bedragen van de compenserende dividenden van de firma Hydrobru. Immers, in de omzendbrief betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen van dienstjaar 2017 werd ons gevraagd om deze inkomst van 233.000 € niet meer te beschouwen als een dividend, maar als een inkomst uit prestatie, zolang de firma Hydrobru niet in de mogelijkheid is om een dividend uit te delen aan de Gemeenten.

Wat de aankoop betreft van het nieuwe gemeentelijke gebouw gelegen Koningsstraat 284, wordt de verhoging van dit hoofdstuk van ontvangsten in grote mate verklaard door de budgettering van een reserve van 250.000 € voor de verhuring van de Artemis lokalen, die vroeger samen werden gebruikt door de ploegen van de Dienst voor Stadsvernieuwing, van het Departement gemeentelijke verhuringen en onderhoud, van de dienst Internationale Relaties en van de Cel Communicatie. Wij schrijven aldus het huurvacuüm van deze lokalen af tot aan de vervaldag van de huurovereenkomst.

Tot slot houdt de begroting 2018 rekening met de nieuwe beslissingen van de gemeentelijke overheid, met name inzake de kosteloosheid voor de speelpleinen in het G. Petre stadion (schrapping van de bijhorende inkomsten voor een geraamd bedrag van 48.000 €



## 2. Overdrachten

Bedrag : 77.965.658,66 € hetzij 91,30 % van het totaal van de gewone inkomsten

Deze inkomstenpost vertoont een betrekkelijk sterke stijging : we boeken een begrotingsevolutie van + 1.272.184,58 € ten opzichte van de laatste begrotingswijziging van dienstjaar 2017, hetzij + 1,66 %.

Voor de verschillende dotaties beantwoorden de overdrachtinkomsten van het dienstjaar 2018 aan de instructies van de gewestelijke omzendbrief van 27 juli 2017 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2018, alsook van haar aanvulling van omzendbrief door het gewestelijk bericht van 10 oktober 2017, en worden ze voorzien in functie van de ondertekende overeenkomsten en de beloften bevestigd door de subsidiërende overheid.

Bij wijze van voorbeeld, wat de gewestelijke dotaties betreft, schrijven we het geraamde bedrag in voor de Algemene Dotatie aan de Gemeenten opgelegd door onze gewestelijke Toezichthoudende overheid, en gegroepeerd in één enkele enveloppe sedert dienstjaar 2017 (waaronder de dotatie met betrekking tot de verbetering van de budgettaire situatie 2016-2017-2018 te voorzien in het kader van de ordonnantie van 19 juli 2007).

Het bedrag ingeschreven op de begroting 2018 geeft dus een bedrag weer goedgekeurd voor 2017 en geïndexeerd ten belope van 2% voor 2018.

We merken op dat op basis van de goedgekeurde bedragen toe te kennen aan onze Gemeente een daling van de ontvangsten kan worden vastgesteld tot – 158.249,94 € ten opzichte van de laatste budgettaire situatie van dienstjaar 2017 (rekening houdend met de indexering van 2%).

Tevens krijgen we de instructie om een dalende ontvangst te boeken voor de dotatie in uitvoering van artikel 46 bis van de wet van 12 januari 1989, voor een bedrag geraamd op – 85.759,13 € tegenover de laatste budgettaire situatie van dienstjaar 2017 (tevens rekening houdend met de indexering van 2%).

Voor wat het Fiscaal compensatiefonds betreft (Bijdragen van de hogere overheid teneinde de gemeenten aan te sluiten bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest), boeken we hetzelfde bedrag als bij de laatste budgettaire situatie van 2017, rekening houdend met de verschillende parametreringen en teksten van overeenkomsten met betrekking tot de nieuwe aanvullende belasting op de toeristische logies (wij nodigen u uit om de overeenkomst te bestuderen aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 19 december 2016, waarvan we de technische aspecten wat verder in deze nota toelichten (zie de paragraaf op over de gemeentelijke opcentiemen betreffende de « City Tax »).

De andere dotaties met betrekking tot de diverse baremische verhogingen of bijdragen van de hogere overheid voor de kosten van het niet-onderwijzend personeel werden nog niet verhoogd ten belope van 2% tegenover de gemeentelijke begroting van het vorig dienstjaar, aangezien wij nog wachten om de reële ontvangsten op de rekening van dienstjaar 2017 te kunnen vaststellen zodat onze budgettaire ontvangsten van 2018 zo goed mogelijk overeenstemmen met de realiteit.

De inkomsten afkomstig van de bijdragen van de hogere overheid in het kader van veiligheids- en preventiecontracten, en in het kader van het Grootstedenbeleid werden heraangepast in functie van de nieuwe wetten en nieuwe decreten die werden gestemd eind 2017, en dit zowel naar boven voor de ene als naar onder voor de andere. Aldus houden we rekening met de progressieve implementatie van de GSB inkomsten (rubriek dientengevolge gedaald) om de overdracht van de tenlasteneming van de gemeenschapswachten op gewestelijke subsidie mogelijk te maken, alsook de schrapping van de bijdrage van de hogere overheid voor de Europese topbijeenkomsten (sedert 2017). Alle inkomsten (en bijhorende uitgaven) zijn gebaseerd op reële nota's en verantwoordingen waarvan het beheer wordt uitgevoerd door het departement preventie. De evoluties van eventuele terugbetalingen en bijhorende oninbare vorderingen zullen verder in deze nota worden bestudeerd (in het hoofdstuk overdrachtsuitgaven).

Wat betreft de inkomsten uit de Gemeentelijke Administratieve Sancties (SAC) hebben we een boekhoudkundig werk uitgevoerd rekening houdende met de ontvangsten en de werkelijk vastgestelde rechten tijdens de vorige boekjaren, eveneens zodat onze gemeentelijke begroting de realiteit zo accuraat mogelijk kan vertalen.

De inkomsten met betrekking tot het gesubsidieerd onderwijspersoneel houden rekening met de laatst gekende parameters voor de verdelingsleutel tussen het Franstalig en het Nederlandstalig onderwijs, zowel voor de afdeling kleuter- als basisonderwijs, en zijn de gelijke tegenhanger met de personeelsuitgaven.

Voor de inkomsten uit de gemeentebelastingen hebben wij onze inkomsten geraamd in functie van de richtlijnen van de omzendbrief van 27 juli 2017 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting 2018, alsook de laatste richtlijnen van de toezichthoudende overheid inzake begrotingscontrole, met name ingevolge haar aanvulling van omzendbrief door haar gewestelijke nota van 10 oktober 2017, namelijk het in aanmerking nemen van de inkomsten resulterend uit de rekening 2016 eventueel heraangepast naar aanleiding van veranderingen in de belastingen vastgelegd of voorzien voor het jaar 2017 en 2018, zoals de dalingen van de inkomsten in verband met de bewonerskaarten, de stijging van de inkomsten afkomstig van het plaatsen van goederen op de openbare weg in functie van de voorheen vastgestelde rechten of te voorziene werven, of nog het in aanmerking nemen van een volledig fiscaal jaar in de geraamde ontvangsten met name in het kader van de belasting op het niet ter beschikking stellen van parkeerplaatsen van toepassing sedert 1 juli 2017, in aanmerking nemen van nieuwe technische parameters voor de berekening van de inkomst van de onroerende voorheffing (zie hierboven) of nog het behoud van de voorziening van de inkomst in het kader van de belasting op de GSM- masten en de City Tax.

Onze ramingen voor de gemeentelijke begroting 2018 worden tevens berekend in functie van de continuïteit van het regularisatiewerk van de gunstige dossiers (grondigere telling, beter beheer vanaf centralisatie van de dossiers tot openbare werken met behulp van het programma OSIRIS enz...) of ongunstige dossiers (dossiers waarvoor de invordering specifiek is voor het dienstjaar 2017) lopende bij de laatste begrotingswijziging van dienstjaar 2017.

We vermelden bijvoorbeeld een terugvordering van 50.000,00 € voorzien in het kader van de vrijstelling van de belasting op de onroerende voorheffing van het nieuw gemeentelijk gebouw gelegen Koningsstraat 284.

We vermelden eveneens de enige inkomst op het gewijzigde dienstjaar 2017 betreffende het IFMB, in daling dus op de begroting 2018 ten belope van 37.545,00 €

De ontvangsten afkomstig van de parkeerautomaten blijven identiek geraamd als voor het jaar 2017, rekening houdend met het resultaat van de rekening van 2016 van de firma belast met de terugvordering van de parkeerretributies. De uitgaven die voortvloeien uit de teruggave aan het Plaatselijk Parkeeragentschap zullen verder in deze nota worden bestudeerd (hoofdstuk van de overdrachtsuitgaven).

We registreren tevens aanvullende overdrachtsuitgaven met betrekking van de subsidies te ontvangen in het kader van de werking van de nieuwe crèche gelegen Liedekerkestraat (in functie van de dossierelementen en beloften van subsidies die in ons bezit zijn zoals voor de Nederlandstalige crèche "Madeliefje").

De renovatiepremies voor de woningen gelegen op het gemeentelijk grondgebied stijgen met bijna 90.000,00 € en daartegenover verhogen dus de uitgaven (zie verder in deze nota in het hoofdstuk betreffende de overdrachtsuitgaven).

Tot slot wordt de belangrijkste verhoging aan inkomsten voor dit hoofdstuk verrekend in de ontvangsten afkomstig van de belastingen op de gemeentelijke opcentiemen. Ziehier de verschillende verdelingen :

- OV : aanvullende belasting op de onroerende voorheffing :

Overeenkomstig de omzendbrief betreffende de opmaak van de begroting 2018 van 27 juli 2017, gewijzigd door de aanvullende gewestelijke nota van 10 oktober 2017, die ons vraagt rekening te houden met het kadastraal inkomen op 1 januari 2017 uitgezonderd materiaal in de berekening van de voorziening van dienstjaar 2018, geïndexeerd door het coëfficiënt 1,786.

Wij houden dus rekening met deze berekeningsmethode, die het bedrag neemt van het belastbaar kadastraal inkomen op 1 januari 2017 uitgezonderd materiaal, vermenigvuldigd met onder andere het wegingscoëfficiënt Z dat de marge meet tussen de voorzieningen en de rechten vastgesteld in de loop van de laatste 5 jaar, om de raming van deze inkomst in de begroting van dienstjaar 2018 te brengen op 25.629.551,61 €.

Deze voorziening is de belangrijkste oorzaak van de vermeerdering van de inkomsten uit overdrachten in de begroting 2018, namelijk +1.348.719,75 € ten opzichte van de vorige budgettaire situatie van dienstjaar 2017 (om nog beter overeen te stemmen met het financieel plan 2016-2017-2018, dat rekening houdt met de aanvullende OVH van de Astro-toren).

De inkomsten betreffende de aanvullende belasting op de onroerende voorheffing waren geraamd op 24.280.831,86 € bij de laatste begrotingswijziging 2017 en op 25.757.311,00 € voor het jaar 2018 in het financieel plan 2016-2017-2018, aangezien de parameters van de berekeningsformule van deze inkomst rekening hielden met het belastbaar kadastraal inkomen op 1 januari 2016, materiaal inbegrepen.

- ABP : aanvullende belasting op de personenbelasting :

De omzendbrief betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen 2018 van 27 juli 2017 en de aanvullende gewestelijke nota van 10 oktober 2017 vraagt ons om de ABP raming te hernemen van de FOD Financiën herberekend volgens de methodologie die rekening houdt met het gemiddelde over 5 jaar en een wegingscoëfficiënt.

We kunnen dus reeds rekening houden met de nota van de FOD Financiën gedateerd op 27 oktober 2017 voor onze begrotingsramingen 2018, waarin de details worden vermeld inzake fiscalisering en eventuele regularisaties uit te voeren over verschillende jaren (voorschotten en andere), en waarvoor de begrotingsvoorziening 2018 een bedrag bereikt van 2.497.010,34 €.

Dit bedrag daalt dus met 186.719,05 € ten opzichte van de laatste budgettaire situatie van dienstjaar 2017.

- Aanvullende belasting op de autobelasting :

De omzendbrief betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen 2018 van 27 juli 2017 en de aanvullende gewestelijke nota van 10 oktober 2017 vraagt ons om rekening te houden met de voorzieningen van de FOD Financiën (nota van 27 oktober 2017), namelijk het bedrag berekend op 31 december 2016 vermenigvuldigd met een index van 1,0812.

- Aanvullende belasting op de belasting op de toeristische logies (genaamd « City Tax ») :

Zoals voor de begroting van dienstjaar 2017, maakt deze inkomst het voorwerp uit van een overeenkomst goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 19 december 2016, die de verschillende financiële elementen omvat met betrekking tot de gewestelijke dotatie in het kader van de economische ontwikkeling van de Gemeenten (fiscaal compensatiefonds), als tegenhanger van de schrapping van het belastingreglement op de hotels.

Tot slot houdt de begroting 2018, net zoals voor de inkomsten uit prestaties, rekening met de nieuwe beslissingen van de Gemeentelijke overheid voor haar inkomsten uit overdrachten, met name op het vlak van aanpassing van de tarieven voor het gemeentelijke aandeel van de administratieve documenten voor de bevolking (bewonerskaarten enz.).

### **3. Schuld**

bedrag : 1.721.535,66 € hetzij 2,02 % van het totaal van de gewone inkomsten

Deze afdeling vertoont een sterke daling van – 1.403.619,99 € tegenover de laatste begrotingswijziging van dienstjaar 2017, of een evolutie van - 44,91 %.

Teneinde de regionale omzendbrief na te leven van 27 juli 2017 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting 2018 en de aanvullende gewestelijke nota van 10 oktober 2017, worden de inkomsten uit schulden geregistreerd overeenkomstig de bedragen meegedeeld door de schuldenaars van inkomsten aangezien deze bedragen verenigbaar zijn met de werkelijk geïnde bedragen in de loop van de vorige dienstjaren.

De creditinteressen worden eveneens geraamd op basis van een thesauriekalender. Hier daalt de budgettering ten belope van 15.000 € tegenover de laatste budgettaire situatie van het vorig dienstjaar, gezien de toestand van onze thesaurie en gezien de toestand van de interestvoeten voorgesteld op korte termijn.

Daarnaast noteren we, net zoals voor de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2017, de registratie van een geraamde ontvangst van 25.000 €, jaarlijks te innen voor de terugvordering van de ontvangsten bij de kabelexploitant aanwezig op ons grondgebied.

Zoals eerder bestudeerd in deze nota, meer bepaald in het hoofdstuk betreffende de inkomsten uit prestaties, en net zoals voor het begrotingsjaar 2017 en zijn omzendbrieven met betrekking tot de uitwerking ervan, wordt ons gevraagd om de inkomsten uit jaarlijkse compenserende dividenden van de firma Hydrobru (233.000 €) niet meer in aanmerking te nemen als zijnde een volledig dividend, maar wel als een inkomst uit prestatie, zolang de firma Hydrobru niet in de mogelijkheid is om een dividend uit te delen aan de Gemeenten.

Wij schrappen dus de budgettering ervan uit het hoofdstuk betreffende de inkomsten uit schulden.

Wat betreft de voorzieningen van dividenden te innen van de maatschappij Sibelga voor dienstjaar 2018, registreren we een daling van de inkomsten ten belope van 17.363,34 €, tegenover de begroting van dienstjaar 2017 (gegevens meegedeeld door de maatschappij Sibelga, in haar brief gedateerd op 23 augustus 2017).

De deficitaire evolutie van deze begrotingspost kan in grote mate worden verklaard door de schrapping in de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2018 van de registratie van een uitzonderlijke en enige inkomst op dienstjaar 2017 afkomstig van de Interfin dividenden, ten belope van 1.371.256,65 €.

## UITGAVEN

### 4. Personeel

bedrag : 42.444.167,38 € hetzij 49,73 % van het totaal van de gewone uitgaven

Deze begrotingspost vertoont een stijging voor een bedrag van + 933.189,62 € tegenover de laatste begrotingswijziging van het begrotingsjaar 2017, of een evolutie van + 2,25 %.

De vooruitzichten van deze uitgaven werden berekend overeenkomstig de richtlijnen van de omzendbrief van 27 juli 2017 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen voor 2018, alsook de laatste instructies van de gewestelijke toezichthoudende overheid inzake begrotingscontrole, met name wat betreft haar aanvulling van omzendbrief door de gewestelijke nota van 10 oktober 2017, namelijk het in aanmerking nemen van de evolutie van de index der consumptieprijzen en haar impact op de indexering van de lonen vanaf juli 2018.

Volgens de omzendbrief bestaan de voorzieningen inzake personeelsuitgaven uit het werkelijke bedrag van de lonen (juli 2017) vermenigvuldigd met het coëfficiënt van het jaarlijks salaris en van de sociale programmatie (12,42), vermenigvuldigd met het coëfficiënt van de invloed van de salarisverhogingen (1,013).

Voor wat aanwervingen betreft, voorziet de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2018 onder andere de ramingen nodig voor de toepassing van de beslissingen van de Gemeentelijke overheid, met name de begrotingsenveloppe nodig voor de invoering van de Arbeidstijdverkortung (ATV) voor een bedrag geraamd op 500.000,00 €.

Voor het OCMW wordt een reserve van 200.000,00 € voorzien in de gemeentelijke dotatie van dienstjaar 2018 (zie verder in deze nota, het hoofdstuk betreffende de overdrachtsuitgaven).

Tevens worden de nodige begrotingsenveloppes voorzien voor de tussenkomst voor 100 % in de vervoerskosten van al het gemeentepersoneel (met inbegrip dus van het onderwijzend personeel).

Zoals eerder bestudeerd in deze synthese van begroting, zijn de uitgaven in verband met het gesubsidieerd onderwijspersoneel de gelijke tegenhanger van de overdrachtsuitgaven.

Voor wat de wetsverzekeringen betreft, hernemen de begrotingsvoorzieningen 2018 dezelfde ramingen als voor de laatste budgettaire situatie 2017, waarbij al deze uitgaven werden heraanpast in functie van de werkelijk vastgelegde uitgaven in de loop van de vorige dienstjaren.

Aangaande het Pensioenfonds houden wij in onze ramingen en onze bijlagen bij de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2018 rekening met de laatste evoluties meegedeeld door Ethias.

We noteren dat de kosten voor dossierbeheer rechtstreeks worden opgenomen in de uitgavenreserve voorzien voor de bijdragen in de jaarlijkse pensioenfondsen (voor het niet-onderwijzend gemeentepersoneel en voor de mandatarissen).

Tevens is het bedrag van de bijdrage aan het Pensioenfonds (buiten mandatarissen) voor dienstjaar 2018 gedaald met 377.617,46 €, hetgeen overeenstemt met een excedentair mandaat dat open blijft van de rekening van dienstjaar 2014.

Tot slot worden de personeelskosten met betrekking tot de gemeentelijke verkiezingen te voorzien in 2018 geraamd op 45.000,00 €.

Onze ramingen aan personeelsuitgaven voor de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2018 stemmen dus op 51.980,38 € na overeen met de ramingen opgenomen in het financieel plan 2016-2017-2018: een totale enveloppe van 42.392.187,00 € was voorzien voor het begrotingsjaar 2018.

**In dit hoofdstuk van de personeelsuitgaven gelden de volgende elementen als rapport bedoeld in artikel 96 van de Nieuwe Gemeentewet (wettelijke bijlage gevraagd door de budgettaire omzendbrief 2018 van 27 juli 2017):**

**RAPPORT MET BETREKKING TOT DE JAARLIJKSE DOELSTELLINGEN 2018**  
**(afkomstig van de verantwoordelijke van het departement HRM :**  
**Mevr. Marie-Rose Laevers : 28/11/2017)**

***Evolutie van het geldelijk statuut***

*De administratieve en geldelijke statuten worden momenteel bestudeerd in verhouding tot de situatie van de arbeidsmarkt vandaag.*

*Immers, rechtstreeks in lijn met het rapport PricewaterhouseCoopers (PwC)<sup>1</sup>, zet de gemeente Sint-Joost-ten-Node haar strategie van dubbele aanwerving verder<sup>2</sup>.*

*Ter herinnering, deze bestaat er eerst en vooral in om de verschillende bezoldigingen van de sleutelfuncties (bv. verantwoordelijken en adjunct-verantwoordelijken van departementen) of specifieke beroepen (bv. de functie van netwerkbeheerder voor het departement informatica) voldoende aantrekkelijk te maken op de arbeidsmarkt, met name door de herziening van de geldelijke en administratieve statuten en de opening of de heropening van aangepaste graden (bv. de huidige graden A laten niet toe om ervaren gekwalificeerd personeel aan te werven tegen lonen die dicht bij de vereiste minima liggen op de Belgische arbeidsmarkt, zodat het aangewezen zou zijn om het Sociale Charter uit te voeren met de toepassing van graden van expert die deze voorziet).*

*Het gaat er vervolgens, op basis van hetgeen voorafgaat, niet enkel om de ontbrekende departementsverantwoordelijken aan te werven, maar ook om een « middle management » te recrutereren, tussenpersonen tussen de directeurs en de departementsverantwoordelijken, die het mogelijk maken om de daadwerkelijke toepassing te verzekeren van de keuzes die worden gemaakt aan het hoofd van het Bestuur en door de politieke overheid van de gemeente.*

*We merken hierbij op dat de aanwervingen naar rangschikking van voorkeur intern worden uitgevoerd, teneinde een verdiende loopbaanevolutie te bevorderen, of dat er bij gebrek aan de vereiste bekwaamheden binnen het Gemeentebestuur extern wordt aangeworven. De aanzet voor deze benadering vinden we bijvoorbeeld terug in het ontwerp van reglement voor arbeidsduurvermindering, dat in werking zou moeten treden op 1 januari 2018.*

*Deze doelstellingen stonden reeds op de agenda in 2017, maar worden opnieuw verdergezet in 2018, met name vanwege de actualisering van de gemeentelijke organigram, met onder andere graden zoals die van DHR. Immers, zodra het nieuwe organigram goedgekeurd is, zal het geldelijk statuut kunnen worden herzien. Dit werk is momenteel bezig.*

*Tot slot zal van deze herziening gebruik dienen te worden gemaakt om bepaalde andere aspecten van het geldelijk statuut te verduidelijken, waaronder meer bepaald een hele reeks regels voor het al dan niet toekennen van diverse premies en toelagen.*

<sup>1</sup>Rapport uitgebracht door PwC in september 2014 en sedertdien geleidelijk ingevoerd.

<sup>2</sup>Cf. rapport PwC, p.78-79, 90 en v.



### ***Evolutie van de statutarisering***

*De statutarisering van het contractueel personeel van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node volgt de normale weg van de noden van het Bestuur. Hiertoe worden regelmatig en zorgvuldig specifieke examens georganiseerd.*

*Gezien de huidige taalsituatie, die overigens weinig geëvolueerd is sedert 2017 ondanks de aanmoedigen van het Bestuur, dat zijn ambtenaren toelaat om lessen Nederlands te volgen tijdens de werkuren aan de Nederlandse Academie, blijft de statutarisering van het grootste deel van de kandidaten problematisch.*

*Hoe dan ook zullen de opstelling van het nieuwe organigram en de elementen die hieruit voortvloeien worden gevolgd door een reeks examens voorzien in 2018, met lichte vertraging ten opzichte van het aanvankelijke programma. Deze examens zullen betrekking hebben op de benoemingen en de promoties voor arbeiders- of bediendenfuncties, a priori zonder beperking van graad.*

### ***Evolutie van de toekenning van premies en actualisering van de werkgeversbijdrage van de maaltijdcheques***

*Zoals hierboven reeds aangehaald wordt de herziening van het geldelijk statuut momenteel bestudeerd voor de komende jaren, ten eerste op het vlak van aanwerving, maar tevens voor wat betreft de toekenning van specifieke premies.*

*Er werd een aanwezigheidspremie overwogen voor 2017. Deze was bedoeld om zoveel mogelijk het absentisme te verminderen door misbruik en demotivatie van het personeel. Ze werd in dit stadium terzijde gelegd omwille van budgettaire prioriteiten, aangezien de daling van het absentisme in de loop van 2017 geruststellend is.*

*Een eventuele actualisering van de werkgeversbijdrage van de maaltijdcheques wordt desondanks overwogen, maar werd nog niet goedgekeurd. Deze zal plaatsvinden in functie van de mogelijkheden die zich aandienen voor wat betreft dienstjaar 2018.*

*Er ligt momenteel geen enkele andere premie ter studie voor de komende jaren.*

### ***Evolutie van opleiding***

*Rechtstreeks aansluitend op de voorgaande elementen is opleiding cruciaal om de opdrachten van de gemeente naar de burgers toe te verzekeren.*

*Zoals we reeds vermeld hebben, komt taalopleiding regelmatig naar voren. Deze betreft voornamelijk het Nederlands, maar omvat tevens het Engels en het Frans. Sint-Joost-ten-Node is immers één van de Brusselse gemeenten die het grootste aantal verschillende nationaliteiten telt, zodat het tevens tot de taken behoort van de Gemeente om haar burgers een voldoende efficiënte communicatie te verzekeren bij hun aanvragen.*

*Naast het linguïstische luik voor wat opleidingen betreft, zijn er nog de bekwaamheden. Hierbij gaat het om de herorganisatie van de diensten van de Gemeente zoals aanbevolen door het rapport PwC<sup>3</sup>.*

<sup>3</sup>Eveneens op basis van het rapport PwC van september 2014.

*Bekwaamheden liggen aan de basis van de interne en externe aanwervingen en de herorganisatie van de diensten van de Gemeente begint met een evaluatie van de bevoegdheden die intern aanwezig zijn. Zodra er een balans zal opgemaakt zijn van interne bevoegdheden – en het nieuwe organigram goedgekeurd wordt – dat er een herstructurering van het gemeentelijk personeel zal kunnen worden gerealiseerd met externe aanwervingen voor sleutelfuncties die bekwaam en ervaren personeel vereisen.*

*Parallel hiermee zal van start worden gegaan met de opleiding van profielen die vereiste bekwaamheden missen en die kunnen worden aangeleerd.*

*Hierbij merken we op dat de opleiding van de directeurs en departementsverantwoordelijken die een ploeg beheren op drie niveau's plaatsvond in het eerste trimester 2016. Deze omvatte het ploegbeheer, het beheer van conflicten en het beheer van vergaderingen en werd gegeven in twee delen. Het tweede gedeelte had moeten plaatsvinden voor de zomer van 2017 en een tweede eerste gedeelte had daarbovenop moeten worden georganiseerd, maar deze opleidingen konden niet doorgaan omwille van budgettaire redenen. Ze zouden normaal moeten doorgaan in de loop van 2018.*

#### ***Evolutie van de interne mobiliteit van het personeel***

*Hier verwijzen wij u naar het voorgaande punt met betrekking tot de onderliggende logica van de overplaatsingen van het personeel.*

*De komende jaren zullen dus afhangen van bestaande, noodzakelijke en aangeworven bekwaamheden. Over het algemeen kunnen we stellen dat de ambtenaren die dat wensen vrij spoedig worden overgeplaatst, nadat alle gebruiksvoorzorgen werden genomen (overeenstemming van de bekwaamheden met de nieuwe functie, integratie in de nieuwe ploeg, bestaan van een vervanger die eveneens kan worden geïntegreerd in de ploeg enz.).*

#### ***Evolutie van de diversiteit (Ordonnantie Madrane)***

*De personeelsleden van de Gemeente vormen een rijk geheel van verschillende culturen, voornamelijk omwille van de diversiteit van de bevolking van Sint-Joost-ten-Node, waarvan een groot deel van de gemeentelijke ambtenaren deel uitmaakt, maar tevens dankzij een strenge toepassing van het principe van non-discriminatie bij externe aanwervingen.*

*De subsidies toegekend in het kader van de Ordonnantie ertoe strekkende een diversiteitsbeleid te bewerkstelligen (zogenaamde « Ordonnantie Madrane ») hadden betrekking op ongeveer 30 personen in 2015, 30 in 2016 en zouden in 2017 van toepassing moeten zijn voor 35 tot 45 personen.*

*Tevens dient te worden opgemerkt dat de dienst Sociale zaken en Gelijke kansen momenteel met HRM en de ondersteuning van ACTIRIS werkt aan de bepaling en de uitwerking van een « diversiteitsplan », dat het werk weergeeft dat intern werd gerealiseerd door zich te baseren op de mobiliteit van de gemeentelijke ambtenaren naargelang hun etnische afkomst (op basis van anonieme gegevens en volgens een wetenschappelijke methodologie).*

## **5. Werkingskosten**

bedrag : 8.153.156,77 € hetzij 9,55 % van het totaal van de gewone uitgaven

Deze post vertoont een stijging voor een som van + 283.273,66 € tegenover de laatste begrotingswijziging van het begrotingsjaar 2017, of een evolutie van + 3,60 %.

Ondanks de algemene kosten inzake werkingsuitgaven, is het dankzij aanzienlijke inspanningen dat wij erin geslaagd zijn om onze begrotingsvoorzieningen 2018 te beheersen en bepaalde posten zo sterk mogelijk te doen verminderen ten opzichte van de begrotingsvoorzieningen van de vorige dienstjaren.

In het kader van de opmaak van de werkingsuitgaven van de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2018, houden we uiteraard rekening met de richtlijnen van het gewestelijk Toezicht teneinde zo goed mogelijk de parameters toe te passen opgenomen in de omzendbrief van 27 juli 2017 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2018 alsook in de aanvullende gewestelijke nota van 10 oktober 2017: uitgezonderd voor de nieuwe initiatieven of verantwoorde installaties, worden de werkingsuitgaven beperkt tot een groei van 3,2 % ten opzichte van de uitgaven vastgelegd op de rekening van dienstjaar 2016.

De gemeentelijke begroting van het vorig dienstjaar 2017 werd reeds berekend volgens deze parameters (groei 3,7 %), aangezien wij reeds het totale bedrag van de vastgelegde uitgaven konden becijferen op de rekening van 2016 tijdens de uitwerkingsperiode van de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2017 (maart 2017).

Vervolgens omvatte de begrotingswijziging 2017 een geheel van onvermijdelijke werkinguitgaven die nodig zijn voor de goede werking van onze Gemeente.

De gemeentelijke begroting van dienstjaar 2018 is dus gebaseerd op de elementen opgenomen in de laatste budgettaire situatie 2017, waarbij kan worden benadrukt dat er aanzienlijk werd geschrapt in de eenmalige posten op de vorige dienstjaren.

Deze logica maakt het ons immers mogelijk om enerzijds rekening te houden met de laatste bestaande financiële elementen aan het eind van 2017, hetgeen toelaat om een coherentie te hebben in de opeenvolging van de dossiers (bijvoorbeeld door de verzekeringen die evolueren, de nieuwe gebouwen en bijhorende kosten enz.), maar tevens om de uitgaven te beperken waar geen rekening meer mee dient te worden gehouden aangezien deze eenmalig waren voor het dienstjaar 2017 (of vorige), zoals bijvoorbeeld de kosten afkomstig van oude voertuigen, de technische kosten voor de uitrustingen van gebouwen zoals de nieuwe crèches, de regularisaties van oude onafgehandelde dossiers enz.

De rekening van dienstjaar 2016 werd afgesloten door vastgelegde werkingsuitgaven voor een totaal bedrag van 6.784.153,68 €.

Als we de technische richtlijnen toepassen van de omzendbrief betreffende de begroting 2018, komen we tot een begrotingsdrempel van 7.004.342,60 €, zonder rekening te houden met de nieuwe sedert 2017 te verantwoorden initiatieven of installaties voor de begroting van dienstjaar 2018.

De begrotingswijziging van dienstjaar 2017 werd afgesloten met werkingsuitgaven voor een totaal bedrag van 7.550.570,77 €

De berekeningsmethode voor de begroting 2018 is de volgende : gelet op deze elementen hebben wij ervoor gekozen om ons te baseren op de gebudgetteerde uitgaven bij de laatste geraamde situatie van dienstjaar 2017, die nu meer realistisch is.

We implementeren vervolgens de genaamde “onvermijdelijke” werkingsuitgaven en te verantwoorden “nieuwe projecten” in en gaan over tot een maximale besparing op bepaalde te verminderen begrotingsenveloppes, om tot een budgettering te komen van in totaal 8.153.156,77 €.

Tevens benadrukken we dat dit hoofdstuk van werkingsuitgaven de evolutie naleeft die werd bestudeerd bij de uitgave van het financieel plan 2016-2017-2018, waarin een totaal aan werkingsuitgaven werd weergegeven van 8.065.601,00 €. De begrotingsdrempel die werd bestudeerd bij de opmaak van het driejarenplan in 2016 werd dus met slechts 87.555,77 € overschreden.

Dit hoofdstuk van de gewone gemeentelijke begroting van dienstjaar 2018 is volledig verantwoord met het oog op de nieuwe initiatieven of installaties horende bij de begrotingsplanning van dienstjaar 2018.

Zoals hierboven reeds vermeld, zal het College inspanningen doen om de uitgaven te beheren door regelmatig budgettaire controles uit te voeren, waarbij het gemeentelijk erfgoed op een efficiënte manier wordt beheerd, met name door een rationaliseringsbeleid te voeren van de gemeentelijke gebouwen, en door de energetische factuur van de gemeentelijke gebouwen te verlagen.

We kijken voor dit hoofdstuk van de begroting bij wijze van voorbeeld naar de belangrijkste negatieve en positieve evoluties ten opzichte van de laatste budgettaire situatie van dienstjaar 2017 :

➤ negatieve evoluties: (dus stijgende uitgaven voor - 602.918,49 €)

- 95.874,00 € : voor de energiefacturen (water, gas, elektriciteit) : teneinde het gebrek aan kredieten op bepaalde begrotingsartikelen te overbruggen in functie van de lopende dossiers (al dan niet te regulariseren), dienden wij de budgettaire reserves zoals voorgesteld in de laatste budgettaire situatie van dienstjaar 2017 te verdelen tussen alle betreffende artikelen. Vervolgens gaan we over tot een aanzienlijke besparing van 10 % op elke reserve gevraagd door de cel energie, rekening houdend met de noden voor energievoorziening van het nieuwe gebouw gelegen Koningsstraat 284 ;

- 82.000,00 € : om rekening te houden met de verhoging van de reserves betreffende de te betalen onroerende voorheffing, met name in het kader van de aankopen van de nieuwe gebouwen. Tevens, aangezien de raming op de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2017 gebaseerd is op de rekening 2016, stellen we een gebrek aan krediet vast op de betreffende artikelen aangezien het Ministerie zijn nota's met vertraging heeft verzonden in 2016. De begroting 2018 houdt dus rekening met alle regularisaties van dossiers betreffende de vorige dienstjaren alsook met de enveloppe nodig voor de typische dossiers voor boekjaar 2018 ;

- 73.830,00 € : om het project van stadsmeubilair en bebloeming te voltooien en opdat het in 2018 goed zou draaien (levering van planten, metaal, hout, verf enz.) ramen we een volledige begrotingsenveloppe op dienstjaar 2018.

Immers, gelet op de vertraging in dit dossier in 2017 (samenstelling van de ploeg enz.), werd het bedrag niet volledig gebruikt in 2017, hetgeen een daling heeft mogelijk gemaakt in de loop van het jaar via de begrotingswijziging 2017. Tot slot benadrukken we dat deze totale reserve voor het dienstjaar 2018 wel degelijk was voorzien in het driejarenplan ;

- 62.116,28 € : voor het onderhoud van de politiecamera's: regularisatie van de stijgende facturen van 2017 (installatie van nieuwe camera's en duurder onderhoud door het vervallen van de garantie), naast de totale raming van de onderhoudskosten van politiecamera's voor dienstjaar 2018 (+- 120.000 €) ;

- 53.500,00 € : voor de informatica (nieuwe software, licenties, biometrische packs enz.) ;

- 52.600,00 € : om rekening te houden met de reële toenemende noden op het vlak van afvalbeheer, ophaling van grofvuil, reiniging van de straatkolken en ander beheer zoals het containerpark. Bepaalde regularisaties van dossiers dienen tevens in aanmerking te worden genomen (door gebrek aan kredieten, uitstel van bepaalde uitgaven voor het einde van 2017 naar de begroting van 2018) ;

- 43.234,00 € : door het saldo van 6.766,00 € te boeken vastgelegd tijdens het begrotingsjaar, stemt deze totale reserve van 50.000,00 € overeen met de onroerende voorheffing te betalen voor het nieuwe gemeentelijke gebouw gelegen Koningsstraat 284. Zoals eerder bestudeerd, wordt dit bedrag zowel geregistreerd voor uitgave als voor inkomst op de begroting van dienstjaar 2018, aangezien wij een dossier zullen indienen bij het Ministerie in het kader van de vrijstelling van deze belasting voor onze Administratie ;

- 41.400,00 € : voor de kosten betreffende de organisatie van de verkiezingen van 2018 ;

- 32.600,00 € : voor telefonie (facturen eind 2017, nieuw gebouw enz.);

- 11.814,00 € : voor verzekeringen (nieuwe gebouwen enz.) ;

- 9.000,00 € : verhoging van de begrotingsenveloppe voor de opleidingen van de leerkrachten in de FR scholen (kleuter/basis/Lyceum) ;

- 44.950,21 € : het saldo van deze negatief evoluerende uitgaven is de optelling van een hele reeks kleine uitgaven die wij niet zullen opsommen in deze nota om beknopt te blijven. Dit zijn bijvoorbeeld de enveloppes noodzakelijk voor de opleiding van het huidig gemeentepersoneel, noden voor wat betreft werkkledij om te voldoen aan de groeiende vraag van het toenemend personeel (crèches, arbeiders enz.) en andere noden betreffende de werking.

➤ positieve evoluties: (dus dalende uitgaven voor - 319.644,83 €)

+ 100.000,00 € : daling van de voorbehouden reserve in begrotingswijziging 2017 teneinde een groot gedeelte van de achterstallen te regulariseren inzake teruggave van een gedeelte van de administratieve inkomsten aan het Ministerie van Binnenlandse Zaken ;

+ 54.000,00 € : daling van de voorbehouden reserve in begrotingswijziging 2017 teneinde rekening te houden met de reële noden inzake PWA-cheques voor het NL onderwijs ;

+ 42.409,41 € : daling van de voorbehouden reserve in begrotingswijziging 2017 teneinde rekening te houden met de regularisaties van huurprijzen 2016-2017 voor de bezetting van de Artemis kantoren, gelegen Kunstlaan 6/9 ;

+ 27.044,00 € : daling van de voorbehouden reserve in begrotingswijziging 2017 teneinde rekening te houden met de regularisaties inzake mede- eigendom van parking Dwarsstraat (Chab), aangezien tevens rekening diende te worden gehouden met een trimester met betrekking tot dienstjaar 2016 tijdens het begrotingsjaar 2017 ;

+ 25.000,00 € : daling van de voorbehouden reserve in begrotingswijziging 2017 die, zoals eerder bestudeerd in deze nota, voorzien was in 2017 om rekening te houden met de terugvordering bij de bewoner van de kosten voor evacuatie en reiniging van het gebouw gelegen Grensstraat 118 ;

+ 22.000,00 € : daling van de voorbehouden reserve in begrotingswijziging 2017 teneinde oude facturen van Cuisines Bruxelloises te regulariseren voor de scholen en het speelplein ;

+ 18.633,42 € : daling van de voorbehouden reserve in begrotingswijziging 2017 teneinde oude facturen te regulariseren met betrekking tot kosten van de lijkverzorging en kisting alsook van het ambulante vervoer van de woonplaats tot het mortuarium, individueel of op politiebevel ;

+ 30.558,00 € : het saldo van deze uitgaven met positieve evolutie is de optelling van een hele reeks kleine uitgaven die wij niet zullen opsommen in deze nota om beknopt te blijven. Dit zijn bijvoorbeeld de voormalige enveloppes noodzakelijk voor de verschillende expertises van gebouwen, regularisaties van typische dossiers van de vorige dienstjaren en andere voormalige werkingsnoden.

## **6. Overdrachten**

bedrag : 26.426.448,08 € hetzij 30,96 % van het totaal van de gewone uitgaven

Deze post vertoont een sterke vermindering van - 726.350,39 € tegenover de laatste begrotingswijziging van het begrotingsjaar 2017, of een evolutie van - 2,68 %.

Er dient te worden opgemerkt dat de bedragen van bepaalde overdrachtsuitgaven worden begroot als overeenstemmende uitgaven (zie hierboven).

Het is eerst en vooral belangrijk om op te merken dat de groepering van de Algemene Dotatie aan de Gemeenten in één enkele en zelfde reserve (zie hoofdstuk overdrachtsuitgaven voor meer details) een gunstig gevolg zal hebben op onze overdrachtsuitgaven.

Immers, het Toezicht verzoekt ons in de nota van 22 augustus 2017 om geen rekening meer te houden met de 3 % aan ADG terug te geven in het kader van de uitwerking van de lopende begroting en volgende.

Een enveloppe van 392.399,73 € wordt dus geschrapt van de overdrachtsuitgaven in de voorstelling van de gewone gemeentelijke begroting van dienstjaar 2018.

In aansluiting op het regularisatiewerk van de onwaardige dossiers van vastgestelde rechten geïnd over de vorige dienstjaren en opdat het resultaat van de thesaurie zou samenvallen met het begrotingsresultaat, overeenkomstig de instructies van de omzendbrief van 27 juli 2017 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting 2018 alsook van de aanvulling door de gewestelijke nota van 10 oktober 2017, begroten wij een realistisch bedrag van 250.000 € in 2018, net zoals bij de opmaak van de initiële begroting van dienstjaar 2017. Er dient te worden opgemerkt dat het vermeederen van deze post en het verdelen van deze uitgave over meerdere boekjaren dient plaats te vinden voor de noden aan niet-geïnde onwaardige dossiers van vastgestelde rechten van de gewone dienst, dus zonder terugbetalingen.

Wij hebben budgetten verlaagd of geschrapt voorzien in de vorige budgettaire situatie van dienstjaar 2017 in functie van de lopende dossiers

Als voorbeeld vermelden we de 42.627,74 € nodig in 2017 voor de teruggave aan het Plaatselijk Parkeeragentschap van het 3de en 4de trimester van dienstjaar 2017 (berekend op het werkelijke resultaat van de rekening van dienstjaar 2016) die ons werd meegedeeld door de firma beheerder van parkeerretributies.

Een ander voorbeeld zijn de 259.917,34 € die eerder werd voorzien in het kader van de terugbetalingen aan de federale overheid van saldo's in de dossiers voor veiligheid en preventie, namelijk de terugbetalingen van subsidies betreffende dossiers die dateren van 2011, voor de herberekening van de verantwoordingsstukken van de wedden van de gemeenschapswachten op basis van de gepresteerde dagen, of van de facturen in rechtstreeks verband met de actie, of nog met de verantwoording van het activa-statuuat aan het einde van de overeenkomst.



De teruggave van 15 % van het bedrag van de parkeerontvangsten (na aftrek van de kosten) aan het Plaatselijk Parkeeragentschap zal eveneens voorzien zijn op de begroting van dienstjaar 2018 : wij boeken deze teruggave ten belope van 127.500 €

Tevens nemen wij de laatste bedragen van de gekende bijdragen in aanmerking, zoals bijvoorbeeld de verhoging van het Brulabo aandeel (+3.282,00 €) tegenover de laatste budgettaire situatie van dienstjaar 2017.

Zoals bestudeerd in het hoofdstuk betreffende de overdrachtsuitgaven, stijgen de renovatiepremies voor de woningen op het gemeentelijk grondgebied voor begrotingsjaar 2018, voor een bedrag van +90.000,00 €.

De begroting 2018 houdt tevens rekening met de nieuwe beslissingen van de Gemeentelijke overheden voor haar overdrachtsuitgaven, met name door de toepassing vanaf januari 2018 van een nieuw reglement voor hulp bij de economische herlancering van de Tennoodse handelaars, waarvan de jaarlijkse enveloppe wordt geraamd op 75.000,00 €

Op dezelfde wijze zien wij erop toe om een goede werking te garanderen van de instellingen van onze partners waarbij wij een structureel en doeltreffend economisch en budgettair beleid voeren. De subsidies aan de instellingen en de huishoudens blijven identiek aan die van de laatste begrotingssituatie van 2017, uitgezonderd voor de volgende dossiers :

- De Baden van St-Joost vzw : subsidie begroot ten belope van 175.000 € (tegenover 100.000 € bij de laatste begrotingssituatie van 2017), aangezien wij de opening van het complex voorzien voor september 2018, de kosten voor waterverbruik en verwarming zijn concrete voorbeelden van hetgeen waar rekening moet mee worden gehouden.
- De Muziekacademie : de subsidie stijgt van 49.390 € in 2017 naar een bedrag van 72.590 € in 2018, in functie van de budgettaire voorzieningen van de vereniging: een verhoging van 23.200,00 € (aandeel 2/5de) wordt gevraagd door de vzw zodat zij een provisie kan samenstellen om haar uitgaven vast te leggen met betrekking tot de pensioenen van haar ambtenaren.
- Sociaal Vastgoedagentschap van Sint-Joost-ten-Node: wij boeken een bijkomende enveloppe van 10.000 € voor 2018 teneinde het dossier van het saldo te regulariseren van dienstjaar 2016 (20%), dat niet tijdig werd vastgelegd omwille van een materiële fout. De 20 % van 2017 hebben dus gediend om de subsidie bij te vullen van dienstjaar 2016.
- Vzw Maison de la Famille :subsidie begroot ten belope van 250.000 € (op eigen fondsen). Deze subsidie wordt tevens gedeeltelijk verhoogd met 100.000 € door de GSB reserves met betrekking tot de budgettaire begeleiding van dienstjaar 2018.

Voor de overdrachtsuitgaven aan de Politiezone zullen we rekening houden met verschillende elementen :

- we zullen eerst en vooral rekening houden met een indexering van 2 % van de initiële dotatie opgenomen in haar begroting van dienstjaar 2017 (12.478.476,67 €), namelijk een gemeentelijke dotatie 2018 voor een bedrag van 12.728.046,20 €. Vervolgens gaan we over tot de vermindering van deze reserve door rekening te houden met het overschot dat resulteerde uit de rekening van dienstjaar 2016 van de Politiezone, waarvoor het aandeel van onze Gemeente 537.296,62 € bedraagt. In toepassing van de richtlijnen van de Omzendbrief van de Toezichthoudende overheid over de uitwerking van de gemeentelijke begroting 2018 (27 juli 2017), kan het bedrag van het overschot van de Politiezone niet worden beschouwd als een terug te vorderen overdrachtsinkomst. Wanneer de rekening van de Politiezone een overschot vertoont, zal de jaarlijkse bijdrage dienovereenkomstig worden verminderd.

Aangezien dit bedrag zal worden vastgelegd op onze begroting van dienstjaar 2017 om de reserve voorzien op het einde van het jaar niet te verliezen, bedraagt het bedrag ingeschreven als gemeentelijke dotatie op de begroting 2018 voor de Politiezone dus 12.190.749,58 €. Dit bedrag houdt dus zowel rekening met de 2% indexering ten opzichte van de dotatie van vorig dienstjaar, als met het overschot dat vrijkomt door de rekening van dienstjaar 2016 van de Politiezone ;

- we signaleren het bedrag van 202.822,90 € in te schrijven als overdrachtsuitgaven, maar die hun tegenhanger hebben aan overdrachtsinkomsten, voor de teruggave aan de Politiezone van de subsidies voor het veiligheidscontract ;

- wij zijn met de Politiezone de spreiding overeengekomen over 5 begrotingsjaren van het bedrag van 1.715.315,16 € met betrekking tot de teruggavedossiers voor veiligheidscontracten van vorige dienstjaren (2006 tot 2009 en 2012) ; namelijk een bedrag van 343.063,03 € per jaar.

Voor de overdrachtsuitgaven aan het OCMW zullen we rekening houden met de elementen overeengekomen met zijn overheid tijdens het Overlegcomité tussen onze Gemeente en haar OCMW op 27 september 2017, namelijk :

- voor de berekening van de dotatie van het begrotingsjaar 2018, zullen wij rekening houden met de beheerste begroting van dienstjaar 2017 van het OCMW, namelijk 10.362.697,14 €, waaraan we een bedrag toevoegen van 200.000,00 € teneinde de personeelsuitgaven van het OCMW inzake ATV te verrekenen (zie het hoofdstk betreffende personeelsuitgaven). De dotatie van de gemeente aan het OCMW ingeschreven op de begroting van dienstjaar 2018 bedraagt dus 10.562.697,14 € ;
- we merken op dat net zoals voor de begroting van 2017 het bedrag ingeschreven op de begroting 2018 met betrekking tot de teruggaven van subsidies aan het OCMW 260.000 € bedraagt, en zowel voor overdrachtsinkomst als voor -uitgave wordt ingeschreven ;
- tot slot noteren we net zoals voor de begroting van 2017 tevens het bedrag voorzien aan inkomsten en uitgaven van 43.895,33 € met betrekking tot de teruggave van de subsidie afkomstig van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aan het OCMW betreffende de hulp om migranten, daklozen, zigeuners en de zogenaamde « roma » te ondersteunen.

## 7. Schuld

bedrag : 8.319.374,22 € hetzij 9,75 % van het totaal van de gewone uitgaven

Deze laatste rubriek van de gewone gemeentelijke begroting vertoont een zeer geringe stijging van +11.821,13 € tegenover de laatste begrotingswijziging van het begrotingsjaar 2017, of een evolutie van + 0,14 %.

Wat de schulduitgaven 2018 van onze Gemeente betreft, dalen de voorziene debetrenten met 10.000 € en evolueren dus naar 30.000 € in 2018, teneinde overeen te stemmen met de vermoedelijke kalender van de gemeentelijke thesaurie, overeenkomstig de omzendbrief van 27 juli 2017 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begroting van dienstjaar 2018 alsook haar aanvulling van informatie door de gewestelijke nota van 10 oktober 2017.

Behalve de berekening van de moratoire interesten, van achterstand of gelijkaardige, die identiek werden begroot als in de vorige budgettaire situatie van dienstjaar 2017 namelijk 30.000 € als voorziening in 2018 (in functie van de kennisname van de lopende geschillendossiers), komen de schulduitgaven in hoofdzaak van de evolutie van de leningslasten bij Belfius Bank, Fortis Bank en onlangs ING Bank (sedert eind 2017).

De veranderingen in de leningslasten worden eveneens verklaard door de evolutie van de gecumuleerde schuld bovenop het buitengewoon programma 2018, wetende dat het totaal van de buitengewone leningsuitgaven te voorzien in 2018 (55.460.152 €) een weinig hoger is dan de begrotingstoestand in het initieel dienstjaar 2017 (51.598.019 €).

Zoals voor de gemeentelijke begroting van het dienstjaar 2018, houdt de berekening van de bedragen die als schuldenlasten dienen te worden opgenomen voor de nieuwe leningen in het begrotingsontwerp 2018 slechts rekening met 2 maanden leningen. De impact van de leningen 2018 op de gewone begroting 2018 bedraagt 60.793,33 € (berekening =  $364.760 \text{ €} / 6$ ) tegen 95.819,67 € voor de initiële gewone begroting van het dienstjaar 2017 (berekening =  $574.918 \text{ €} / 6$ ).

Ondanks de sterke stijging van de leningen en dus van de investeringsuitgaven te voorzien op de buitengewone begroting van het jaar 2018, kan deze daling eenvoudig worden verklaard door de sterke daling van de interestvoeten voor de leningen op korte, middellange en lange termijn sedert het boekhoudkundig jaar 2015

Bovendien moeten we rekening houden met de inschrijving van de schulden door de overname van de voormalige RSV, met bijhorende leningen en lasten, sedert 2015. De evolutietabellen van de gecumuleerde gemeentelijke schuld toegevoegd in de bijlage bij de begroting 2018 omvatten al deze dossiers samen.

## **II. BUITENGEWONE BEGROTING**

De buitengewone begroting 2018 vertoont een schuldontvangst (leningen dus) van 55.460.152 € (tegenover 51.598.019 € voor de initiële buitengewone begroting van dienstjaar 2017).

Het Gewest herinnert ons er jaarlijks aan dat enerzijds de lasten van de nieuwe leningen dienen te worden beperkt tot het volume van de terugbetalingen aan kapitaal in de loop van het dienstjaar teneinde het totale gewicht van de schuld te stabiliseren, en dat anderzijds de vermindering van de schuldenlast van de plaatselijke besturen bijdraagt tot de realisatie van het Convergentieprogramma van de Belgische Staat en dat bijgevolg een reële beheersing van de gemeentelijke schuld gevraagd wordt.

In totaal voorziet de buitengewone gemeentelijke begroting van dienstjaar 2018 een bedrag van 86.150.393 € aan investeringen (tegen 73.080.993 € voor de initiële buitengewone begroting van dienstjaar 2017).

De aanvragende departementen verantwoorden de stijging van de voorzieningen aan investeringsuitgaven 2018 door de overname van bepaalde voorzieningen 2017 die niet zouden worden gerealiseerd tegen 31 december 2017, met name door verschillende verzwaarde en resterende procedures die nog moeten tot stand komen inzake overheidsopdrachten, of nog door het laattijdige vervallen van afleveringen van diverse stedenbouwkundige vergunningen voor de betreffende dossiers.

Het totale bedrag van de subsidies en andere inbreng bedraagt 31.355.018 € in het ontwerp van buitengewone begroting 2018, tegenover 22.642.751 € voor de initiële buitengewone begroting van dienstjaar 2017, hetgeen een gedeelte van de toename van investeringsuitgaven zou kunnen verklaren voor 2018.

Daarnaast voorziet het ontwerp van buitengewone begroting 2018 een geheel van uitzonderlijke inkomsten in verband met de verkoop van verschillende gemeentelijke gebouwen voor een bedrag geraamd op 1.246.550 €

Het volledige bedrag van « zuivere » inkomsten bedraagt dus 1.246.550 €.

Wat de « zuivere » inkomsten betreft, registreren we een bedrag van 280.223 € voor de aanlegwerken van de Artisjok-Pacificatiestraat, die voor 100 % worden gefinancierd door Brussel-Mobiliteit maar waarvoor de inkomsten uit subsidies worden geregistreerd in de gemeentelijke rekening van dienstjaren 2015 en 2016 (geïnd voor 90 %). Deze uitgave komt in 2018 dus voor als « zuivere » uitgave zonder lening. Eveneens met het doel om onze boekhouding zo goed mogelijk te regulariseren, verrekenen we een oninbare ontvangst uitgesteld sedert 1991 voor een bedrag van 7.462 € (basisschool).

Teneinde de buitengewone gemeentelijke begroting 2018 in evenwicht te houden op het eigen dienstjaar, bestemmen wij het totale bedrag van deze buitengewone « zuivere » inkomsten, verminderd met het totale bedrag van deze buitengewone « zuivere » uitgaven, in een buitengewoon reservefonds; namelijk 958.865.00 €.

Tot slot bereikt het buitengewoon algemeen resultaat in de gecumuleerde dienstjaren een nul resultaat.

### **INKOMSTEN**

De buitengewone inkomstenbegroting 2018 wordt verdeeld als volgt :

1°) subsidies voor een bedrag van 31.355.018 € (driejarenplan, diverse contracten met de hogere overheden en andere);

2°) leenformule voor een bedrag van 55.460.152 €;

3°) uitzonderlijke « zuivere » inkomsten voor 1.246.550 €.

### **UITGAVEN**

Wij voorzien voor het dienstjaar 2017 een totaal bedrag van 87.102.855 € voor buitengewone uitgaven, waarvan een totaal aan investeringsuitgaven van 86.150.393 €, een totaal aan transferuitgaven van 945.000 € en een totaal aan schulduitgaven van 7.462 €

## **III. BEGROTINGSBIJLAGEN**

Overeenkomstig de ministeriële omzendbrief van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 juli 2017 betreffende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen van het dienstjaar 2018, nodigen wij u uit de bijlagen te raadplegen bij de gemeentelijke begroting van het dienstjaar 2018.

\*\*\*\*\*

De wnd. Adviseur van de Dienst Financiën,

  
Abdelrahim GHARBI